

# 2026

## DOSSIER DE PRESSE

---

9 avril 2026

La multiplication des défaillances  
d'entreprises papetières ces  
derniers mois : une illustration du  
processus de désindustrialisation de  
la France

# Sommaire

- 03 Présentation de COPACEL et chiffres clés
- 05 *Partie 1*  
Une activité papetière en demi-teinte en 2025
- 13 *Partie 2*  
Un contexte économique incertain qui pèse sur la consommation des produits papetiers
- 19 *Partie 3*  
Une incertitude persistante sur les coûts énergétiques liée à la fin du dispositif ARENH et aux tensions géopolitiques
- 22 *Partie 4*  
Les tensions sur les matières premières continuent à peser sur les coûts de revient
- 27 *Partie 5*  
Comment inverser le mouvement de désindustrialisation ?
- 30 *En résumé*







L'Union Française des Industries des Cartons, Papiers et Celluloses (COPACEL) est le syndicat professionnel représentant les entreprises françaises productrices de pâtes, papiers et cartons.

## Nos missions

- Représenter l'industrie papetière vis-à-vis des tiers (pouvoirs publics, parlementaires...) et des autres organisations professionnelles (MEDEF...), ceci afin de permettre l'amélioration de sa compétitivité et le développement de ses marchés.
- Accompagner les entreprises papetières en leur apportant différentes formes de services (statistiques, veille réglementaire, diffusion d'informations...).
- Contribuer à l'amélioration du dialogue social, de la sécurité des salariés et de la formation.
- Favoriser les échanges de bonnes pratiques entre les entreprises papetières, notamment dans le domaine de l'environnement et de l'efficacité énergétique.



65

Entreprises



74

Usines



105

Machines  
à papier



9 755

Salariés



5,1

Md€

de chiffre d'affaires dans  
l'industrie des papiers et cartons



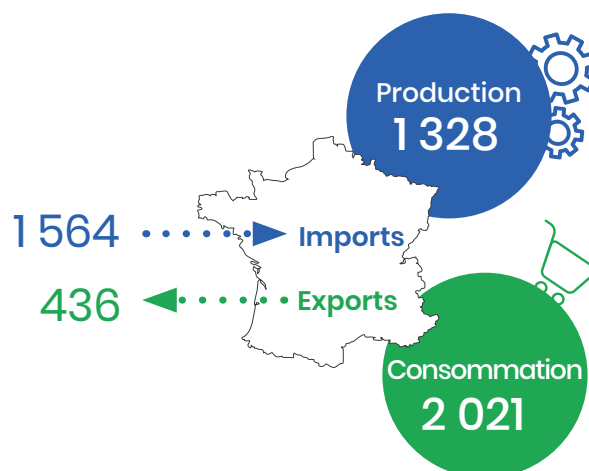
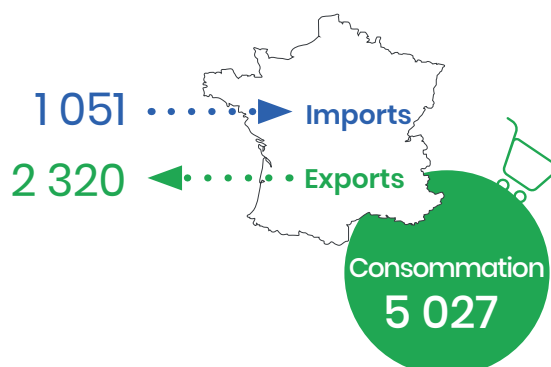
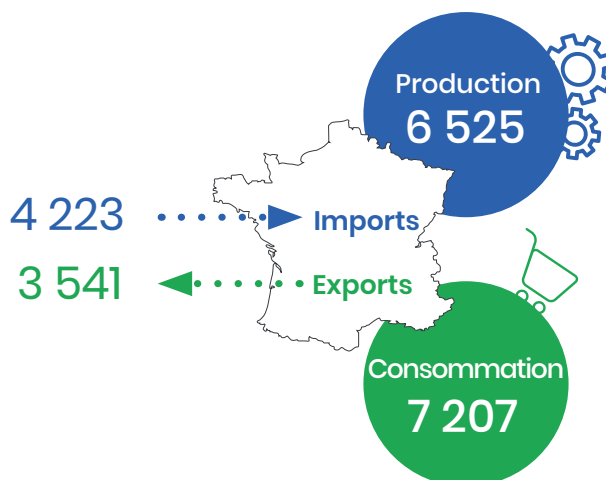
0,7

Md€

de chiffre d'affaires dans l'industrie  
des pâtes à papier (marchandes  
et intégrées)

# Chiffres clés 2025

(en milliers de tonnes)





# 1

## Une activité papetière en demi-teinte en 2025

### 1.1. L'INDUSTRIE FRANÇAISE N'A PAS ENCORE RETROUVÉ SON NIVEAU D'ACTIVITÉ DE 2019

La croissance de l'économie française a ralenti en 2025, s'établissant à 0,9 %, après 1,1 % en 2024. Ce rythme demeure inférieur à la moyenne de l'UE, estimée à 1,6 % en 2025.

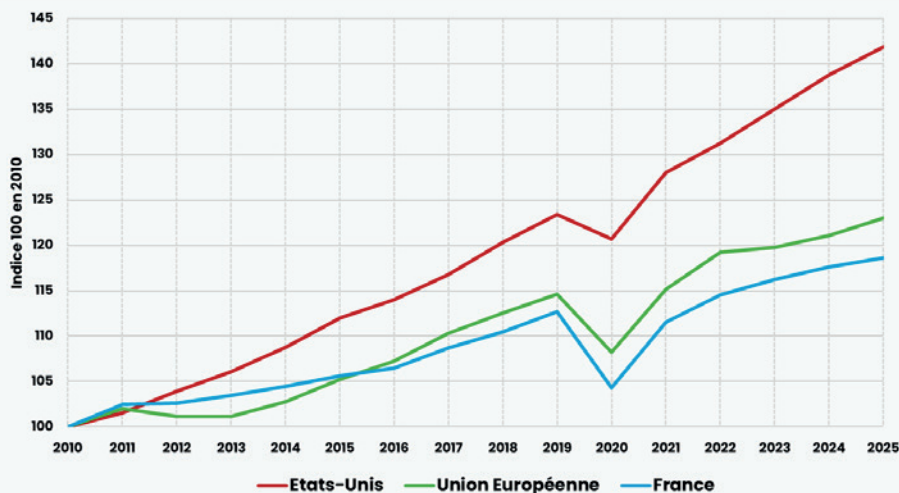
Cette croissance très médiocre ne fait qu'amplifier un peu plus l'écart de la France (et de l'UE) avec les deux

principaux blocs économiques que sont les États-Unis et la Chine. En se limitant à une comparaison avec les États-Unis, (voir figure 1), depuis 2010, le PIB de la France s'est accru de 19 %, soit un peu moins que celui de l'UE (23 %). Sur la même période, la hausse du PIB des États-Unis a été deux fois supérieure (augmentation de 42 %).

Ces quelques chiffres illustrent à eux seuls le décrochage économique de l'UE par rapport aux autres économies avancées.

Fig.1 | Évolution du PIB de la France, de l'UE et des États-Unis

(valeurs en indice à partir des données en devises constantes)

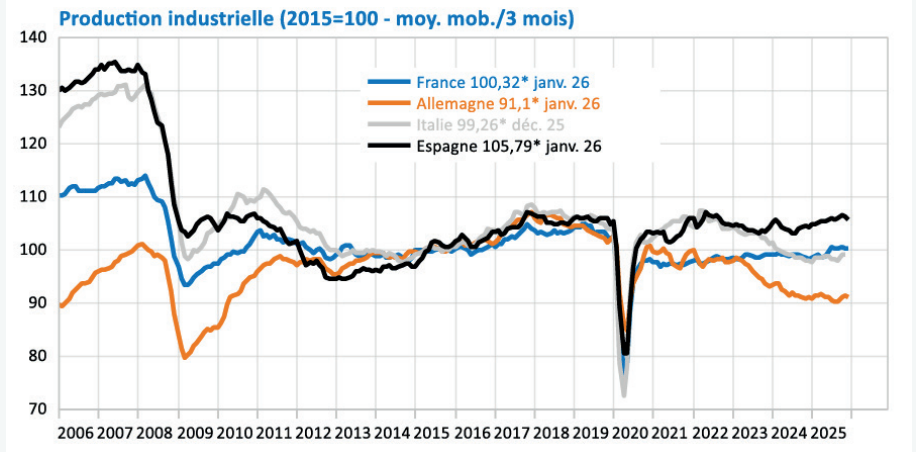


Source : Banque Mondiale





Fig.2 Évolution de la production industrielle



Sources : REXECODE

Dans ce contexte économique, **la production industrielle française a enregistré une légère progression (voir figure 2), sans toutefois retrouver son niveau d'avant la crise Covid.** En effet, alors que l'indice de la production industrielle atteignait 104 en 2019 (avec une base 100 correspondant à la moyenne de 2015), il s'établit à 99 en 2025.

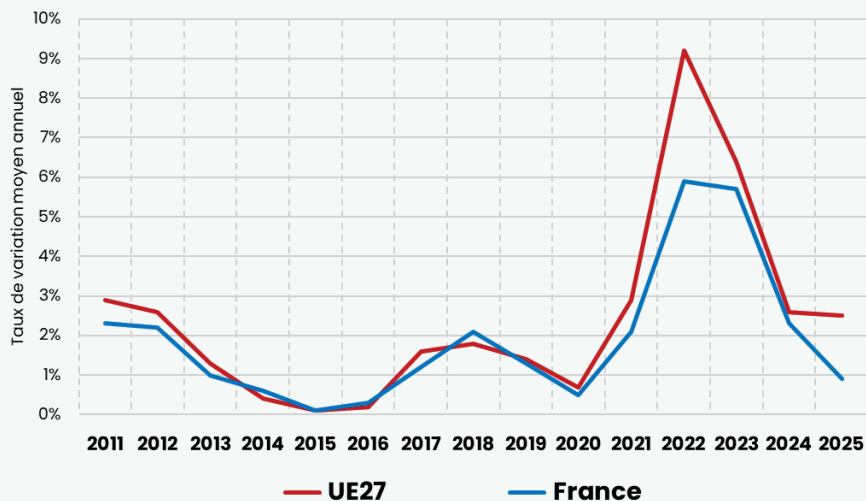
En 2025, l'activité industrielle française est demeurée pénalisée par la faiblesse de la demande (tant nationale qu'européenne), qui constitue le principal frein à la production. Malgré cet environnement peu porteur et un contexte international dégradé, la production industrielle a néanmoins été partiellement soutenue par le dynamisme de la filière aéronautique, tandis que d'autres branches, notamment l'agroalimentaire, ont connu un recul.

Parmi les nouvelles positives, soulignons que l'année 2025 a été marquée par la poursuite du ralentissement de

l'inflation en France, ainsi que par sa stabilisation au sein de l'Union européenne. En France, le taux d'inflation annuel est ainsi passé de 2,3 % en 2024 à 0,9 % en 2025 (voir figure 3), tandis qu'à l'échelle de l'Union européenne, il s'est maintenu à un niveau supérieur et quasiment inchangé (2,6 % en 2024 et 2,5 % en 2025). Cette décrite confirme la normalisation progressive de la dynamique de prix après les tensions inflationnistes observées au cours des années précédentes.

Au début de l'année 2026, l'inflation a de nouveau amorcé une remontée en France, portée notamment par l'augmentation des prix de l'alimentation, des services et du tabac. Par ailleurs, les tensions géopolitiques apparues en mars 2026 se traduisent par un renchérissement de l'énergie, ce qui devrait engendrer une nouvelle pression inflationniste, dont l'ampleur dépendra de la durée du conflit et de l'importance de la destruction des installations énergétiques des pays du Moyen-Orient.

Fig.3 Evolution du taux d'inflation en France et en Europe



Source : Eurostat



-0,1%

production de  
papiers cartons

-1,2%

de consommation  
de papiers cartons

## 1.2. APRÈS LE REBOND DE 2024, LA CONSOMMATION RECULE À NOUVEAU EN 2025

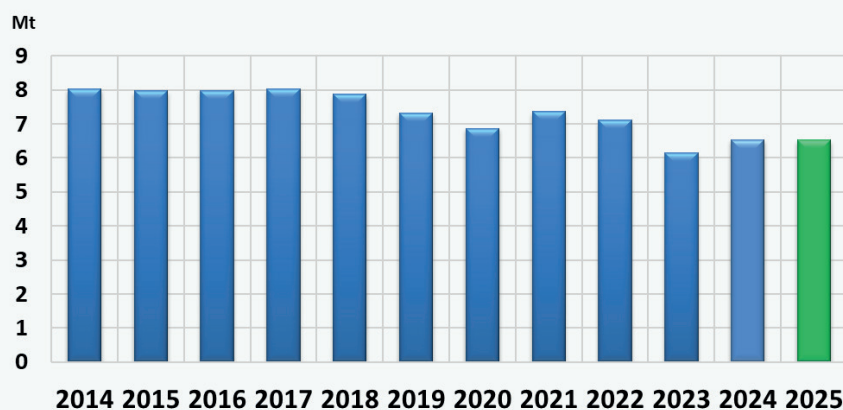
Dans ce contexte économique, marqué par une faible croissance du PIB, la consommation apparente de papiers et cartons en France s'est de nouveau contractée en 2025 (-1,2%), après le rebond technique enregistré en 2024 (+2,4%) consécutif au recul particulièrement prononcé de 2023 (-15%).

**En 2025, la production de papiers et cartons est restée stable**, enregistrant une très légère diminution de 0,1% par rapport à 2024 (voir figure 4), pour s'établir à **6,5 millions de tonnes**. Cette situation s'explique par une demande

restée atone en France comme en Europe, dans un environnement politique et commercial incertain, qui a continué de peser sur l'activité du secteur.

**Cette stabilité apparente doit toutefois être analysée à la lumière des importantes évolutions structurelles intervenues au cours des deux dernières années.** En 2024, le secteur a en effet connu une réduction significative de ses capacités de production, liée à la fermeture de cinq usines (Stenpa, Papeterie Saint Michel, Alfa d'Avignon, RDM Blendecques, Ahlstrom Bousbecque), à laquelle s'est ajoutée une fermeture supplémentaire en 2025 (Wizpaper). Parallèlement, trois nouvelles machines ont été mises en service en 2025, contribuant partiellement au renouvellement et à la modernisation de l'outil industriel. L'effet combiné de ces changements de capacités s'est traduit, in fine, par un niveau de production stable.

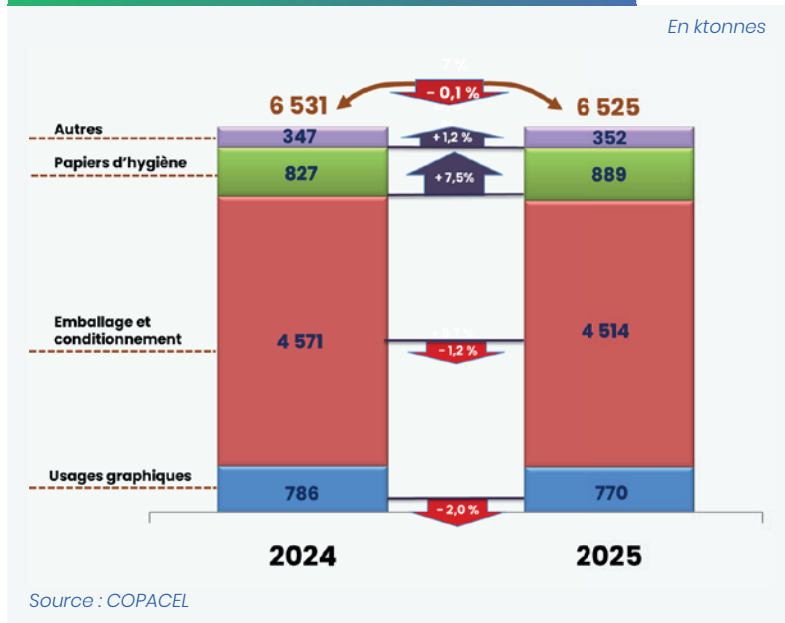
Fig.4 | Evolution de la production des papiers et cartons (France)



Source : COPACEL



Fig.5 | Production de papiers et cartons (France)



En valeur, le chiffre d'affaires du secteur des papiers, cartons et pâtes marchandes s'est établi à 5,6 milliards d'euros en 2025, en recul de près de 3 % par rapport à 2024. Malgré une stabilité des volumes, cette diminution s'explique par la baisse des prix de vente observée dans la plupart des segments de papiers et cartons. Cette baisse des prix, combinée à un taux d'utilisation des capacités relativement faible en 2025, a pesé négativement sur la rentabilité des entreprises.

En 2025, l'évolution de la production est différente selon les familles de produits. La production de papiers

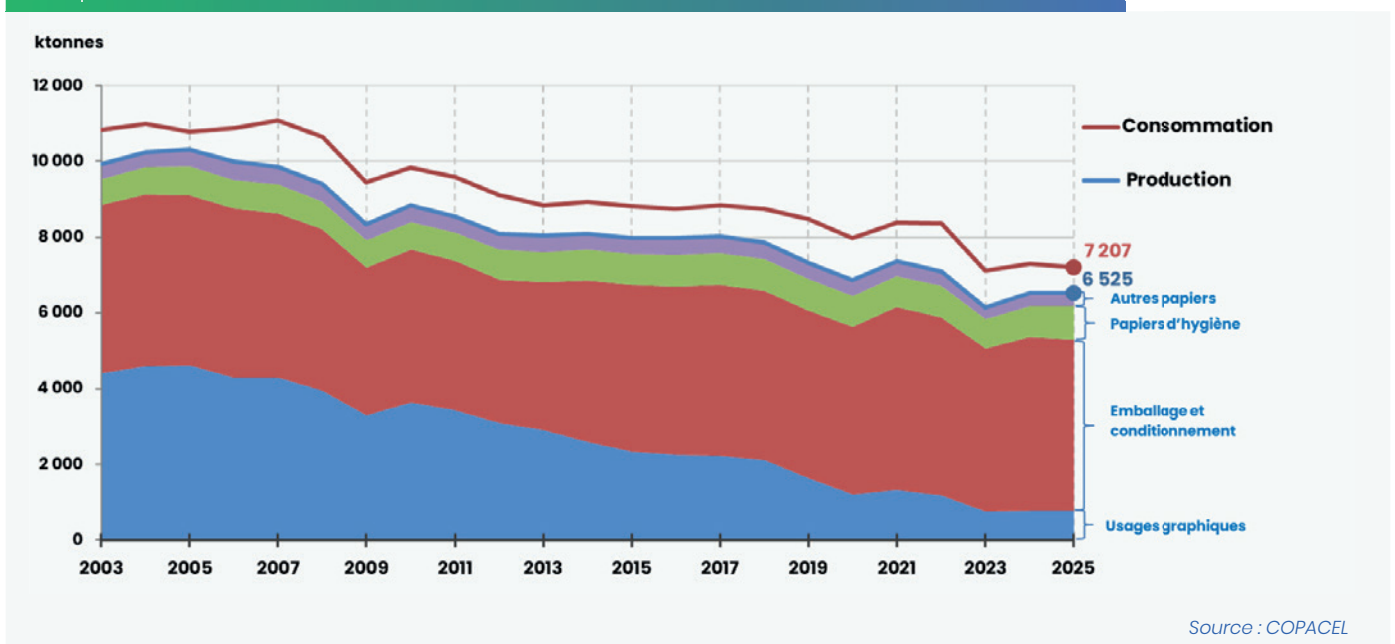
et cartons d'emballage a ainsi enregistré un recul de 1,2 %, dans un contexte marqué par une réduction des capacités de production en 2024 et 2025. La production de papiers à usages graphiques a également diminué (-2 %), confirmant la tendance baissière observée sur ce segment. À l'inverse, la production de papiers d'hygiène a progressé de manière soutenue (+7,5 %), portée notamment par la mise en service de nouvelles machines au cours de l'année.

S'agissant de la pâte à papier (marchande et intégrée), la production a enregistré un recul de

6,1 % en 2025, pour s'établir à 1,33 million de tonnes.

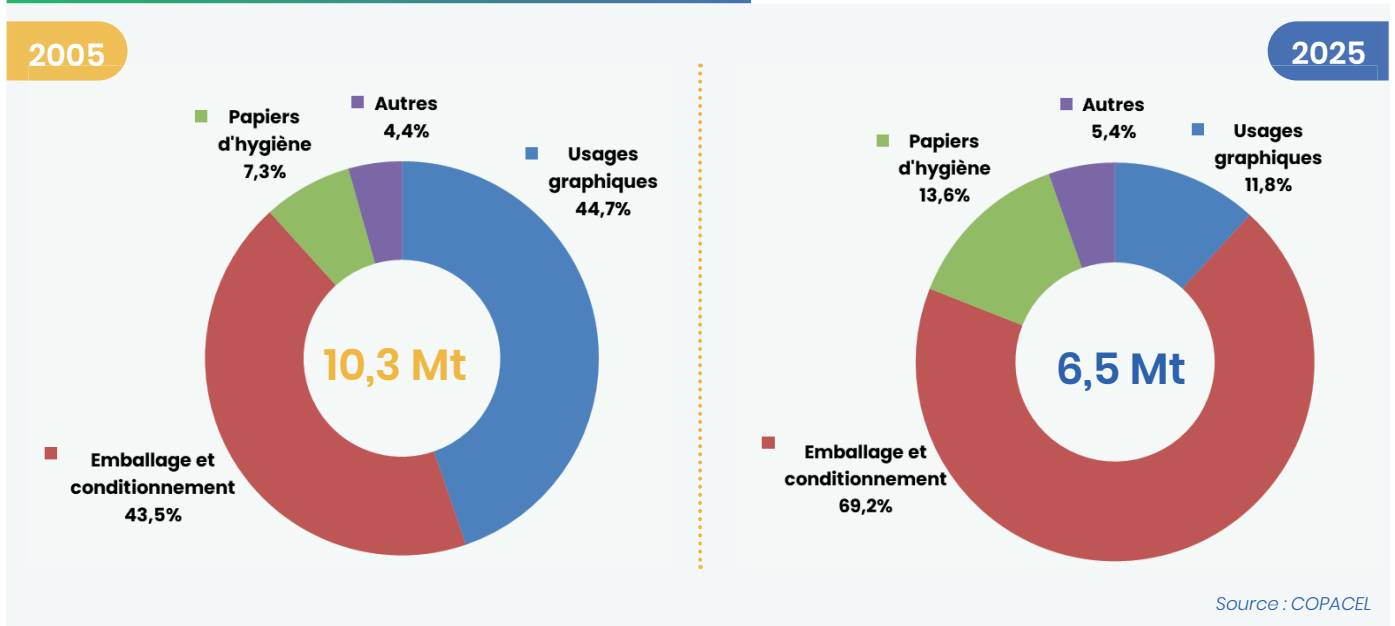
Les évolutions observées en 2025 ne remettent pas en cause les tendances à l'œuvre depuis le milieu des années 2000. Celles-ci se caractérisent par une contraction de la consommation et, corrélativement, de la production de papiers graphiques, accompagnée d'une progression de la part relative des autres catégories de produits papetiers, au premier rang desquelles figurent les papiers et cartons destinés à l'emballage.

Fig.6 | Évolution de la production et de la consommation des papiers et cartons en France



La comparaison entre les années 2005 et 2025 (voir figure 7) illustre clairement cette évolution. La part des papiers graphiques a en effet fortement diminué, passant d'environ 45 % du total à moins de 12 %. À l'inverse, celle des papiers et cartons d'emballage a enregistré une progression marquée, s'élevant de 43,5 % à près de 70 % sur la même période.

Fig.7 | Production de papiers et cartons par sortes (France)



De manière positive, l'évolution de la production française de papiers et cartons apparaît plus favorable que la moyenne européenne. La stabilité de la production française en 2025 doit en effet être comparée à un recul de 1,5 % à l'échelle européenne.

Cependant, sur une période de 15 ans, le décrochage de l'industrie papetière française est sensible par rapport à d'autres pays européens. Ainsi, par rapport à 2010 (indice 100), l'indice de production de 2025 atteint 74 pour la France, contre 81 pour l'Allemagne et de 102 pour l'Espagne.

Fig.8 | Évolution de la production de papiers et cartons de différents pays de l'UE

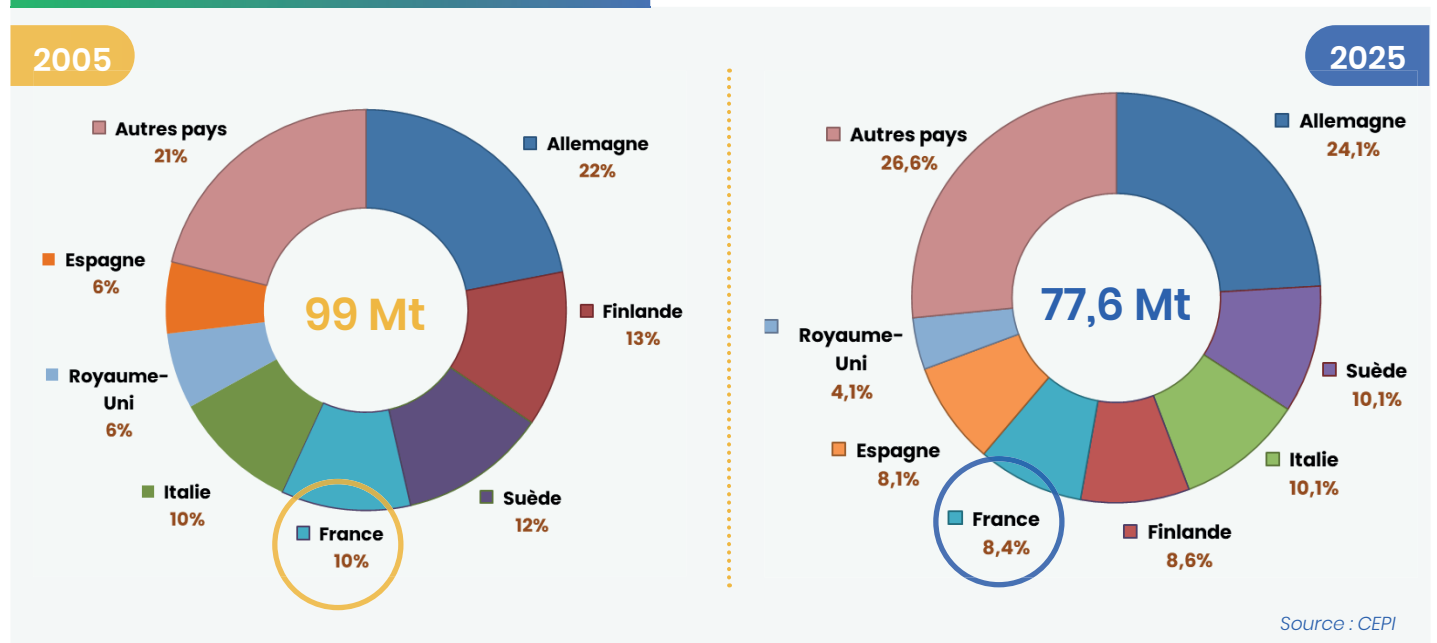


En 2025, la France a progressé d'une place et occupe désormais la cinquième position en Europe pour la production de papiers et cartons (voir figure 9), derrière l'Allemagne, la Suède, l'Italie, et la Finlande.

# 54 %

de la production papetière française est vendue à l'étranger

Fig.9 | Production de papiers et cartons en Europe





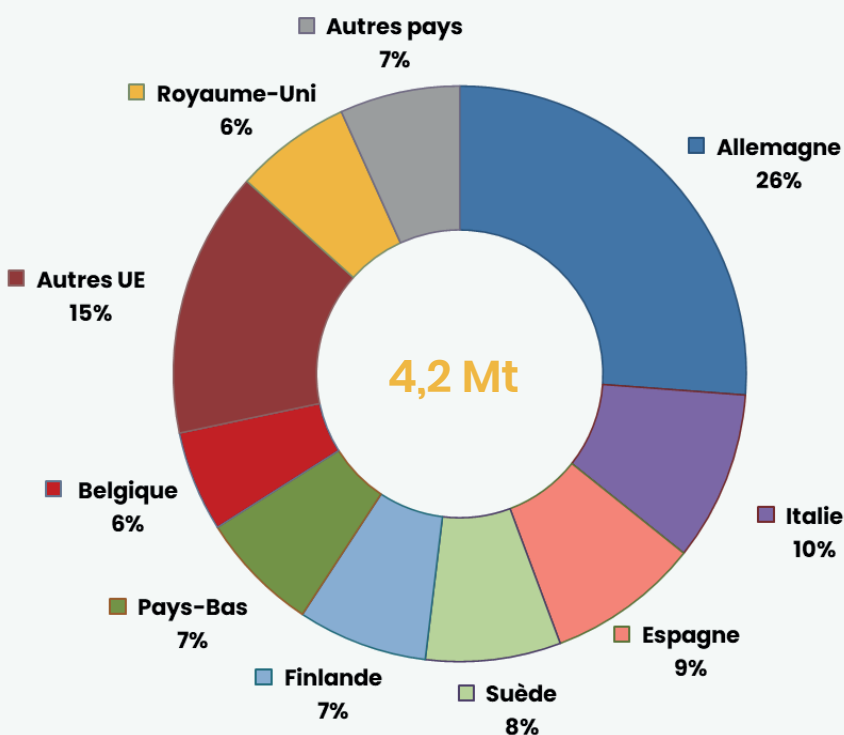
### 1.3. LA BALANCE COMMERCIALE, BIEN QUE STRUCTURELLEMENT NÉGATIVE, A POURSUIVI SON AMÉLIORATION EN 2025

En 2025, dans un contexte de recul de la demande française en papiers et cartons (-1,2 %), les importations ont également diminué par rapport à 2024 (-3 %), pour s'établir à 4,2 Mt.

La structure des importations demeure similaire à celle des années précédentes. L'essentiel des importations françaises de papiers et cartons provient des membres de l'UE (87 %).

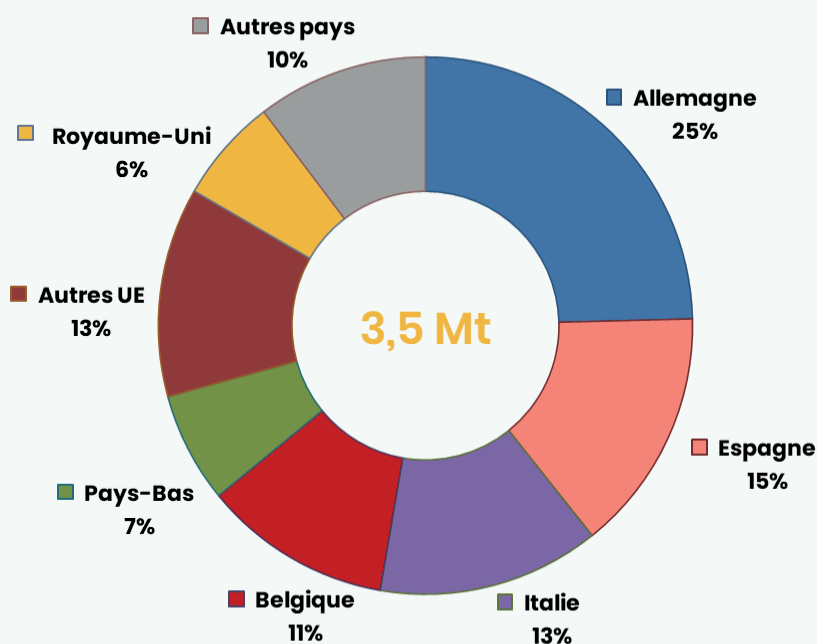
Les principaux pays exportateurs vers la France sont l'Allemagne (26 %), l'Italie (10 %), l'Espagne (9 %) et la Suède (8 %).

Fig.10 | Répartition des importations françaises de papiers et cartons 2025



Source : Douanes France

Fig.11 | Répartition des exportations françaises de papiers et cartons 2025



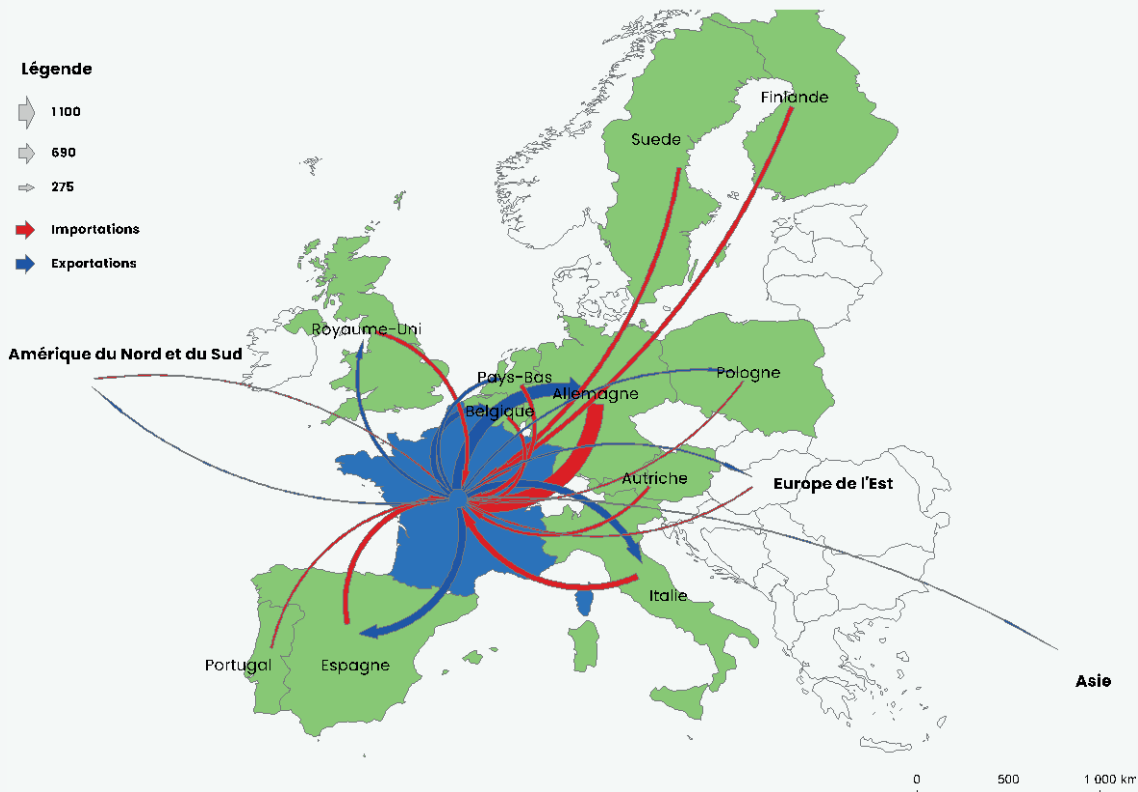
Source : Douanes France

De manière symétrique, les exportations de la papeterie française ont légèrement reculé en 2025 (-1,3 %). L'industrie papetière française reste néanmoins fortement tournée vers les marchés extérieurs, 54 % de la production étant destinée à l'exportation.

L'Union européenne concentre 83 % du total des exportations françaises de papiers et cartons en 2025. L'Allemagne reste le principal partenaire commercial (25 % des exportations), suivie de l'Espagne (15 %), de l'Italie (13 %) et de la Belgique (11 %).

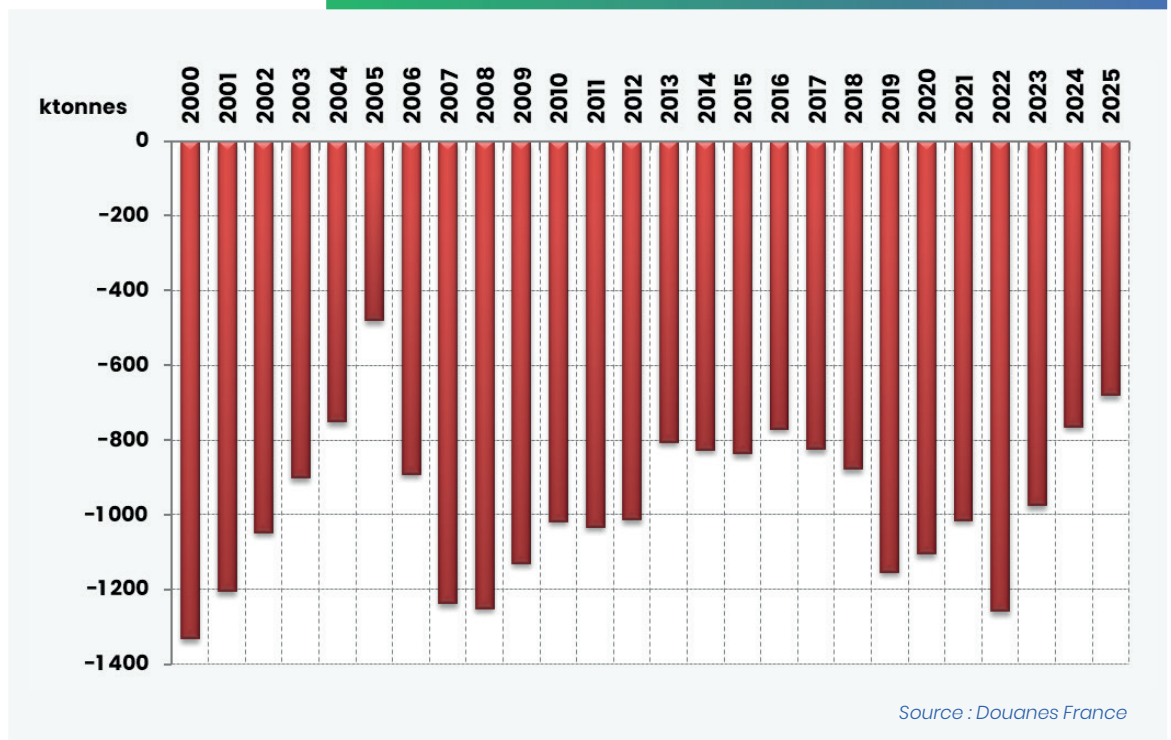
Fig.12 | Échanges français de papiers et cartons (principaux flux 2025 en kt)

Source : COPACEL, Douanes France



En 2025, la balance commerciale française demeure déficitaire (avec un solde de - 0,7 million de tonnes), mais ce déficit s'atténue pour la troisième année consécutive.

Fig.13 | Évolution de la balance commerciale des papiers et cartons



# 2

## Un contexte économique incertain qui pèse sur la consommation des produits papetiers.

### 2.1 UNE PRODUCTION DE PAPIERS ET CARTONS D'EMBALLAGE EN RETRAIT DANS UN CONTEXTE D'AJUSTEMENT DES CAPACITÉS

En 2025, la production de papiers et cartons d'emballage a enregistré un recul, conséquence à la fois des réductions de capacités intervenues en 2024 et 2025 et des difficultés rencontrées par plusieurs sites industriels.

La situation demeure toutefois contrastée selon les différentes familles de produits, en raison de dynamiques de marché variées.

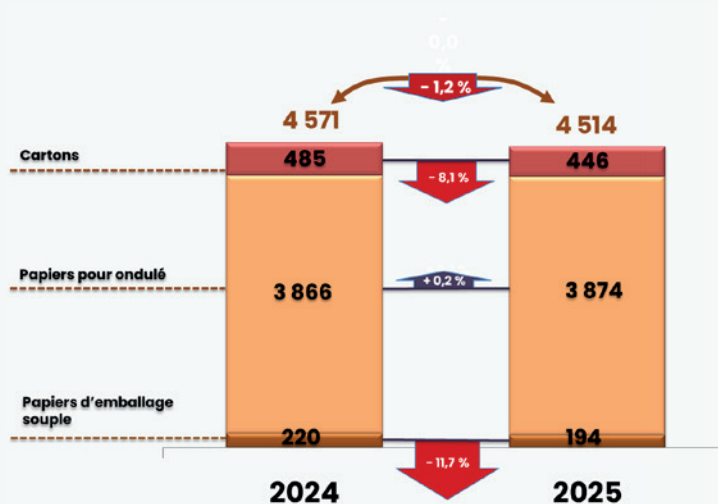
# -1,2 %

## production des papiers et cartons d'emballage



Fig.14 | Évolution de la production de papiers et cartons d'emballage en France

(2024 et 2025, chiffres en kt)

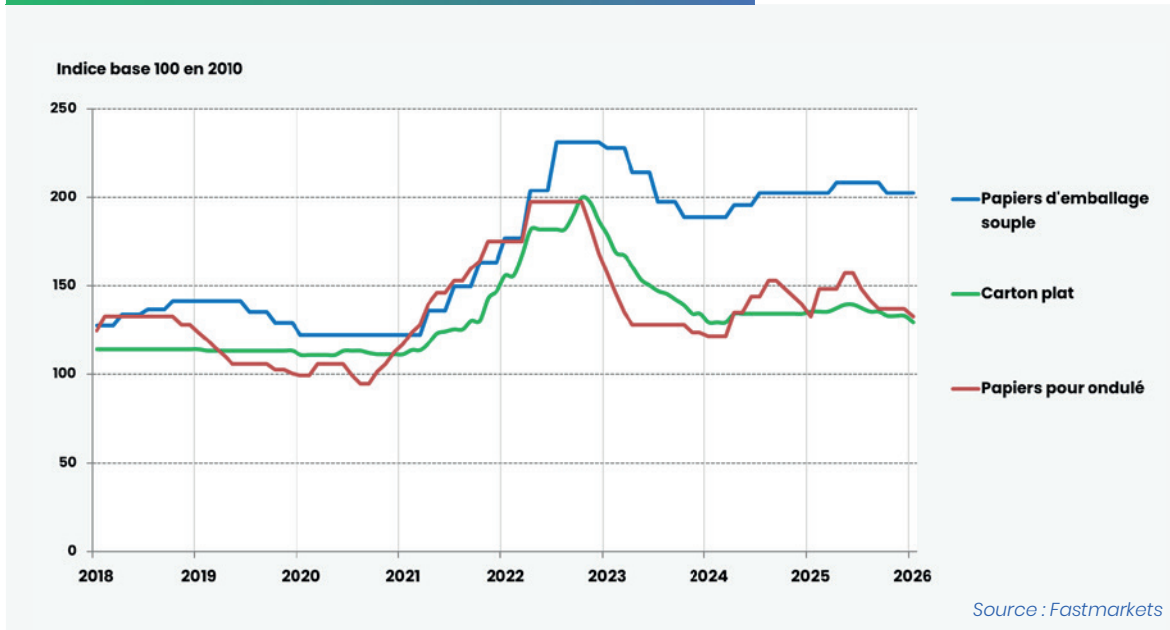


Source : COPACEL



A l'instar des variations relatives à la production, les évolutions des prix de vente ont été différentes selon les types de produits.

Fig.15 | Évolution des prix des papiers et cartons d'emballage



### Un marché des PPO sous tension dans un contexte de surcapacités.

Les Papiers Pour Ondulé (PPO) sont utilisés pour la fabrication d'une large gamme de produits en carton ondulé, allant de la caisse en carton utilisée en logistique, à l'emballage alimentaire (boîte à pizza ...), le plateau de fruits et légumes en passant par les présentoirs publicitaires sur le lieu de vente.

En 2025, malgré un reflux de l'inflation, la consommation des ménages est restée orientée à la baisse, traduisant un climat de prudence persistante. La consommation d'emballages a ainsi reculé dans le secteur de l'agroalimentaire (le principal débouché de ce secteur). Finalement, après une légère reprise en 2024, la demande de papiers pour ondulé en France s'est de nouveau contractée en 2025.

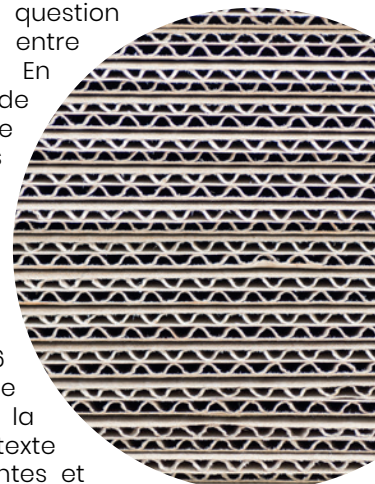
En dépit de ce recul de la demande, **la production de PPO a progressé en Europe en 2025 (+1,7 % par rapport à 2024) et en France (+0,2 %)**. Cette croissance française s'explique par la montée en puissance de la capacité de production mise en service en 2023 (VPK Normandie), ainsi que par l'entrée en fonctionnement d'une nouvelle machine en 2025 (Norske Skog Golbey). Toutefois, l'arrêt définitif de deux sites en 2024 (Alfa d'Avignon et Papeterie Saint-Michel), suivi de la fermeture d'un troisième en 2025 (Wizpaper), a partiellement compensé l'impact de ces nouvelles capacités.

Après les hausses intervenues en début d'année 2025, en raison de la faible rentabilité des usines, les prix des papiers pour ondulé ont évolué dans

un contexte de demande européenne peu dynamique. Les relèvements tarifaires mis en œuvre au printemps ont toutefois été effacés au cours de l'été, sous l'effet de la mise en service de nouvelles capacités et d'un marché demeuré atone. Au total, sur l'ensemble de l'année 2025, les prix des PPO ont enregistré une hausse modérée (environ +4 % pour la cannelure).

Après les mises en service intervenues en 2025, de nouvelles capacités sont attendues sur le marché européen en 2026, notamment en Italie (DS Smith) et au Royaume-Uni (Modern Karton). Dans un contexte déjà marqué par des niveaux élevés de production, la question centrale reste l'équilibre entre l'offre et la demande. En Europe, la demande demeure faible, tandis que les capacités installées croissent plus rapidement que la consommation, entraînant une baisse des taux d'utilisation des machines.

Les perspectives pour 2026 laissent entrevoir une reprise limitée de la demande, dans un contexte de surcapacités persistantes et de pressions accrues sur les marges. L'ajustement de l'offre pourrait ainsi jouer un rôle déterminant dans le rééquilibrage du marché européen des PPO.



## Carton plat : un marché sous tension en 2025.

Les cartons plats sont utilisés pour la fabrication de nombreux types d'emballages, notamment dans les secteurs de l'alimentaire, de la cosmétique, du médicament, de la mode et de l'édition (couvertures de livres) etc.

Associés à d'autres matériaux, ils permettent également la fabrication d'articles divers (gobelets, emballages pour liquides, plats cuisinés).



Après une reprise observée en 2024, l'activité du carton plat s'est de nouveau inscrite en baisse en 2025, malgré la bonne tenue de certains débouchés notamment dans l'industrie pharmaceutique. À l'échelle européenne, cette contraction s'explique en partie par un repli de la consommation dans les secteurs des boissons, ainsi que par un report des consommateurs vers les enseignes discount, davantage utilisatrices d'emballages plastiques.

Dans ce contexte, et à la suite de la fermeture d'une unité de production de carton plat intervenue en 2024, **la production française a**

**enregistré un recul marqué de 8,1 % en 2025**, sous l'effet conjugué d'un environnement de marché peu porteur.

En 2025, les prix ont légèrement progressé par rapport à 2024, avec une hausse moyenne d'environ +2,5 % sur l'ensemble de l'année. Si des augmentations tarifaires ont été appliquées en début d'année, les tensions sur l'équilibre entre l'offre et la demande ont ensuite exercé des pressions baissières, entraînant des ajustements au cours des mois suivants.

Le marché européen du carton plat est resté marqué par des surcapacités persistantes en 2025, malgré plusieurs fermetures et restructurations de sites annoncées au cours de l'année. La mise en service et la montée en puissance de nouvelles capacités, dans un contexte de demande insuffisante, ont toutefois limité l'impact de ces ajustements sur l'équilibre du marché.

Parallèlement, la pression concurrentielle s'est intensifiée sous l'effet d'importations asiatiques compétitives et d'un niveau de coûts élevé en Europe, contribuant à maintenir un déséquilibre du marché et à peser sur les prix ainsi que sur les marges des producteurs.

En 2026, la situation de surcapacité observée en 2025 pourrait se prolonger, retardant le rééquilibrage du marché.

Carton plat

Emballages souples

## Papiers pour emballages souples : repli en 2025 dans un environnement toujours incertain.

Les papiers destinés aux emballages souples sont utilisés pour la fabrication de sacs de grande contenance (ciment, alimentation animale ...), de sachets «boulangerie» et «fruits et légumes», de sacs «boutiques», d'emballages alimentaires ou encore de produits divers (laine de roche, enveloppes...).

Après un net ralentissement en 2023 et une phase de stabilisation en 2024, **le marché français et européen des papiers pour emballages souples s'est de nouveau inscrit en baisse en 2025**. Cette évolution demeure contrastée selon les débouchés : dans le segment des sacs de grande contenance, certains marchés, notamment l'alimentation humaine et animale, ont affiché une orientation plus favorable, tandis que d'autres, comme le ciment, sont restés en retrait. Les autres segments ont, quant à eux, été pénalisés par un environnement international défavorable, marqué par les barrières tarifaires américaines, les effets de change liés au dollar et la recomposition des flux mondiaux. Cette situation s'est traduite par un renforcement de la concurrence,

notamment en provenance du Brésil, dans un contexte de surcapacités en Europe, ainsi que par une pression accrue des producteurs chinois sur certains marchés comme le papier cuisson.

Plusieurs facteurs ont néanmoins contribué à soutenir le marché : le développement du commerce en ligne, la poursuite des démarches de substitution du plastique par des solutions à base de papier, ainsi que la recherche accrue de naturalité de la part de certains secteurs clients.

Dans ce contexte, la production française de papiers pour emballages souples a enregistré un recul marqué en 2025 (-11,7 %). Cette baisse s'explique notamment par la fermeture d'une usine au quatrième trimestre 2024, ainsi que par les difficultés économiques rencontrées par un autre site au cours de l'exercice, qui ont pesé sur les volumes produits.

En 2025, les prix des papiers pour emballages souples ont évolué dans un environnement marqué par des tensions sur les coûts de production (énergie, matières premières, logistique). Les ajustements tarifaires intervenus au printemps se sont heurtés à un essoufflement de la demande au second semestre, ainsi qu'à une concurrence accrue sur certains segments, conduisant à une baisse des prix



en fin d'année. Au total, l'année 2025 a été marquée par une évolution contrastée des prix, dans un environnement caractérisé par une offre abondante et une demande hésitante.

Après plusieurs années de recul marqué, le secteur du bâtiment pourrait connaître une légère reprise en 2026, portée notamment par un redémarrage de l'activité dans le logement neuf. Toutefois, son niveau d'activité resterait sensiblement inférieur à celui observé au début de la décennie. Cette évolution pourrait soutenir la demande en sacs de grande contenance, utilisés notamment pour le conditionnement du ciment, du plâtre et d'autres matériaux de construction.

En 2026, le marché des papiers pour emballages souples pourrait connaître une reprise modérée et progressive, tout en restant en deçà des niveaux antérieurs à 2023. L'environnement demeurera marqué par une offre abondante, une concurrence internationale soutenue et une forte sensibilité aux coûts, limitant ainsi le potentiel de redressement des marges à court terme.



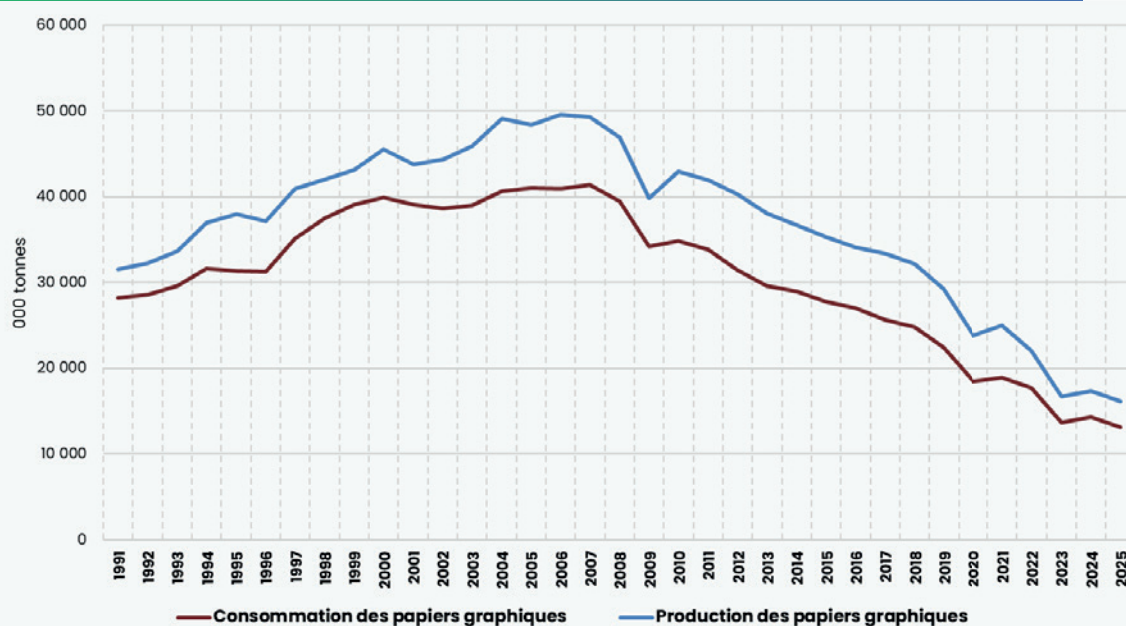
## 2.2 PAPIERS GRAPHIQUES : UN MARCHÉ EN MUTATION FACE À L'ÉROSION STRUCTURELLE DE LA DEMANDE

### Un marché à nouveau en repli

En 2025, la production européenne de papiers graphiques a de nouveau reculé (-7,2 %), sous l'effet d'une contraction significative de la consommation (-7,9 %), confirmant la trajectoire structurellement baissière du secteur après le rebond ponctuel enregistré en 2024. La faiblesse persistante de la demande a continué de peser sur les taux d'utilisation des capacités ainsi que sur les marges des producteurs.

Dans ce contexte, l'industrie a poursuivi ses rationalisations, avec le retrait d'environ 1,2 million de tonnes de capacités en Europe en 2025, par le biais de fermetures de sites et d'arrêts de machines.

Fig.16 | Évolution de la consommation et de la production de papiers graphiques en Europe



\* Consommation de 2024 estimée par CEPI

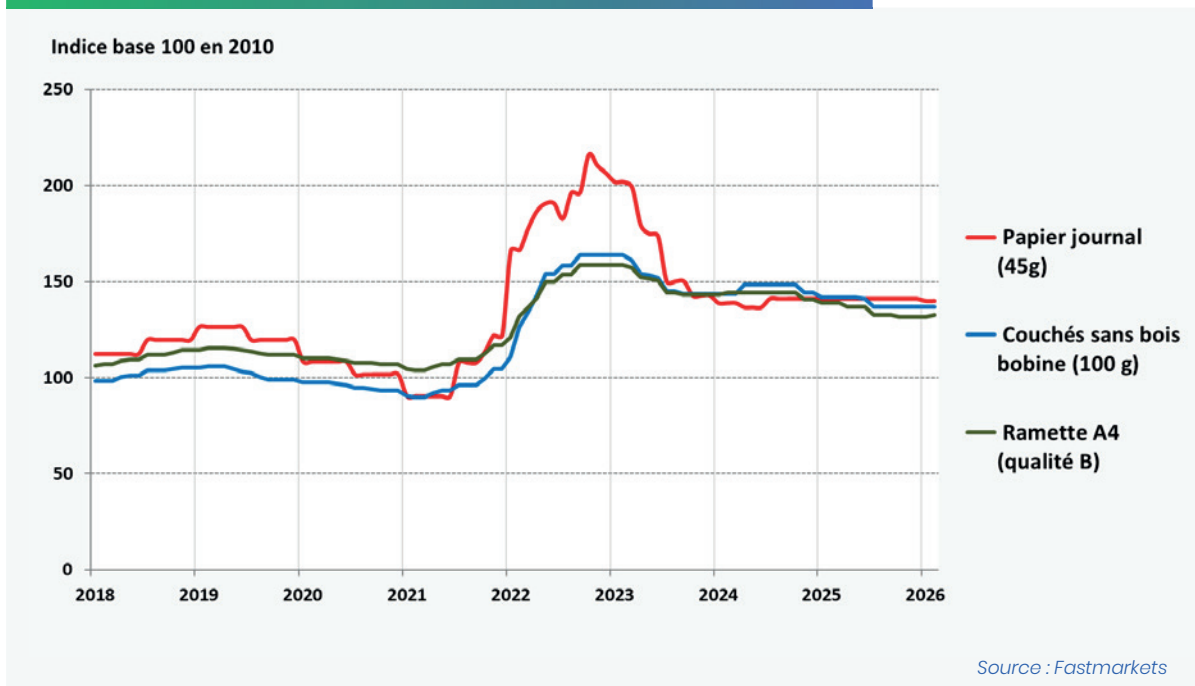
Source : CEPI



En 2025, les prix des papiers d'impression-écriture et du papier journal ont globalement reculé en Europe, sous l'effet d'une demande atone, de surcapacités persistantes et d'une concurrence accrue, notamment en provenance d'Asie. Les tentatives de relèvements tarifaires, motivées par la remontée des coûts de production, n'ont été que partiellement appliquées. En fin d'année, une relative

stabilisation a été observée sur certains segments. L'environnement demeure toutefois caractérisé par des marges sous tension, une pression concurrentielle soutenue et la nécessité de nouveaux ajustements de capacités afin de rétablir un équilibre plus durable du marché.

Fig.17 | Évolution, en France, des prix des papiers à usages graphiques



### Des évolutions contrastées selon les sortes de papiers graphiques

Le recul de la production de papiers graphiques en 2025 doit être nuancé selon les différents segments du marché, même si l'ensemble des catégories est orienté à la baisse en Europe.

Sur le marché des papiers bureautiques, la consommation s'est inscrite en recul en 2025. Après le rebond technique observé en 2024, le marché a de nouveau été affecté par la faiblesse de l'activité économique et par la poursuite des tendances structurelles liées à l'utilisation de technologies numériques en matière d'échanges de données entre entreprises (facturation électronique, bons de commande, gestion documentaire numérique).

La réduction du recours au télétravail dans certaines entreprises pourrait toutefois, soutenir marginalement l'utilisation de papiers bureautiques

dans les années à venir, sans remettre en cause la tendance structurelle de long terme à la baisse de la consommation.

Après le dynamisme exceptionnel observé entre 2020 et 2022, le marché du livre a poursuivi son ajustement en 2025, marqué par un recul des ventes de livres physiques. La littérature générale, qui demeure le principal segment du marché, ainsi que le roman policier, affichent toutefois une progression, tandis que les bandes dessinées et les mangas enregistrent une baisse significative. Dans un contexte de pouvoir d'achat contraint et d'arbitrages de consommation plus marqués, les ménages tendent à hiérarchiser leurs dépenses culturelles et à se détourner en partie des produits à plus forte valeur unitaire, tels que les beaux-livres.

La consommation de papiers de presse a, quant à elle, poursuivi sa diminution en 2025. D'une part, le volume global de la presse diffusée

(imprimée et numérique) a reculé de 2,2 % à périmètre constant par rapport à 2024. D'autre part, les modes de diffusions continuent d'évoluer : la presse imprimée poursuit son déclin, tandis que les versions numériques enregistrent une nouvelle progression.

Enfin, sur le segment de la communication imprimée, le recul des recettes publicitaires s'est poursuivi et accentué en 2025, notamment en raison d'un effet de base lié aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. L'expérimentation du dispositif « Oui Pub », mise en œuvre de mai 2022 à avril 2025 dans quatorze territoires et réservant la distribution d'imprimés publicitaires aux seuls consommateurs l'ayant acceptée, a contribué à réduire les volumes distribués dans les zones concernées. Son bilan contrasté a conduit le Gouvernement à ne pas pérenniser cette expérimentation et à rétablir le mécanisme « Stop Pub ».

Parallèlement, les annonceurs poursuivent l'évolution de leurs

stratégies de communication au profit des supports numériques. À ces évolutions s'ajoutent des tendances structurelles déjà observées depuis plusieurs années, telles que la réduction des tirages de catalogues ou la diminution de la pagination des documents, dans un contexte économique et politique incertain qui

conduit certaines marques à différer le lancement de nouveaux produits ou campagnes promotionnelles.

La campagne des élections municipales de 2026 a, comme à l'accoutumée, généré une activité d'impression liée aux professions de foi, affiches et tracts destinés aux

électeurs. Toutefois, les volumes imprimés apparaissent en retrait par rapport aux scrutins précédents, en raison notamment d'un recours accru aux supports numériques et d'une plus grande maîtrise des dépenses de campagne. Dans ce contexte, l'impact sur la demande de papiers graphiques est resté limité.



+7,5 %

production des papiers d'hygiène en France

### 2.3 PAPIERS D'HYGIÈNE

En 2025, le secteur européen des papiers d'hygiène a évolué dans un contexte de demande plus modérée qu'en 2024. Après la reprise enregistrée l'année précédente, la consommation a reculé de 1,9 % en Europe, traduisant un contexte économique plus incertain et une sensibilité accrue des ménages aux variations de prix.

La production européenne s'est inscrite en léger retrait (-0,8 %), reflétant l'ajustement des volumes à

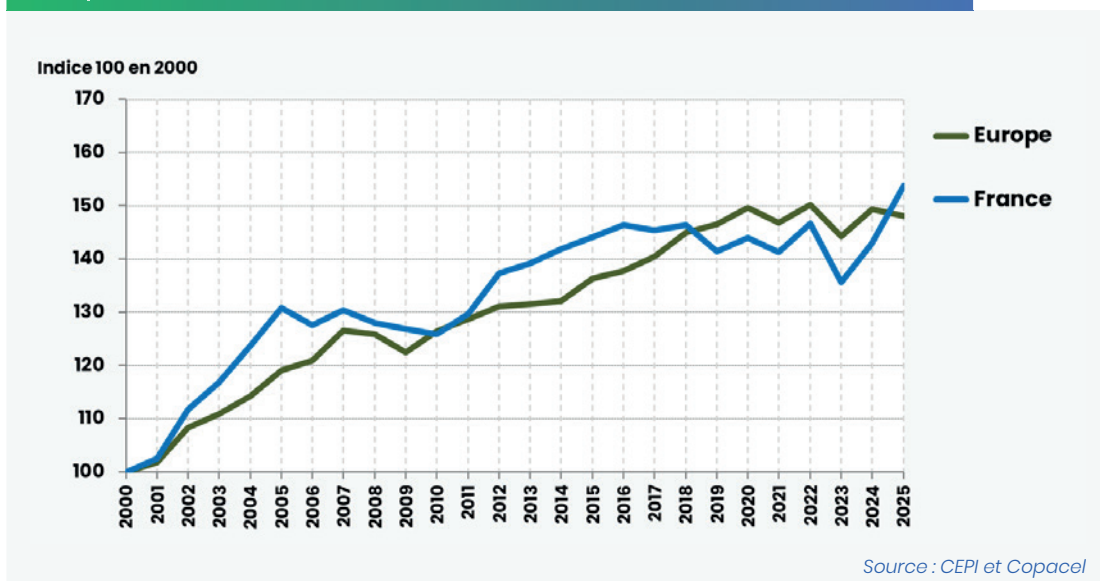
l'évolution de la demande. À l'inverse, **la production française a progressé de 7,5 %, soutenue par la mise en service de deux nouvelles machines à la fin de 2024 et au début de 2025**, renforçant ainsi les capacités industrielles nationales.

Le secteur demeure exposé à la volatilité des coûts, notamment ceux de la pâte à papier, ainsi qu'aux tensions persistantes sur les produits chimiques et l'énergie. Dans un environnement marqué par une forte concurrence et une concentration accrue de la distribution, les possibilités de répercussion des

hausse de charges restent limitées, ce qui pèse sur les marges des producteurs.

Par ailleurs, les projets d'investissement annoncés en Europe en 2026 témoignent d'une confiance dans les perspectives à moyen terme. Le marché européen des papiers d'hygiène devrait poursuivre sa croissance en 2026, avec toutefois comme incertitude l'impact d'un regain d'inflation sur les comportements d'achat des ménages et des entreprises.

Fig.18 | Évolution de la production de papiers d'hygiène en France et en Europe



# 3

## Une incertitude persistante sur les coûts énergétiques liée à la fin du dispositif ARENH et aux tensions géopolitiques

L'industrie papetière repose sur des procédés à forte intensité énergétique, et consomme de l'électricité, indispensable au fonctionnement des machines ainsi que de la chaleur nécessaire à la production de pâte et/ou au séchage des papiers et cartons.

En 2025, la consommation d'électricité du secteur s'est établie à 5 TWh, en léger recul, par rapport à 2024. La consommation de chaleur a, quant à elle, atteint 18 TWh. La part de chaleur issue de combustibles renouvelables a

fortement progressé, grâce à la mise en service de plusieurs chaudières biomasse. Ces combustibles représentent désormais 64 % du mix chaleur en 2025, contre 62 % en 2024, soit un volume de l'ordre de 12 TWh par an.

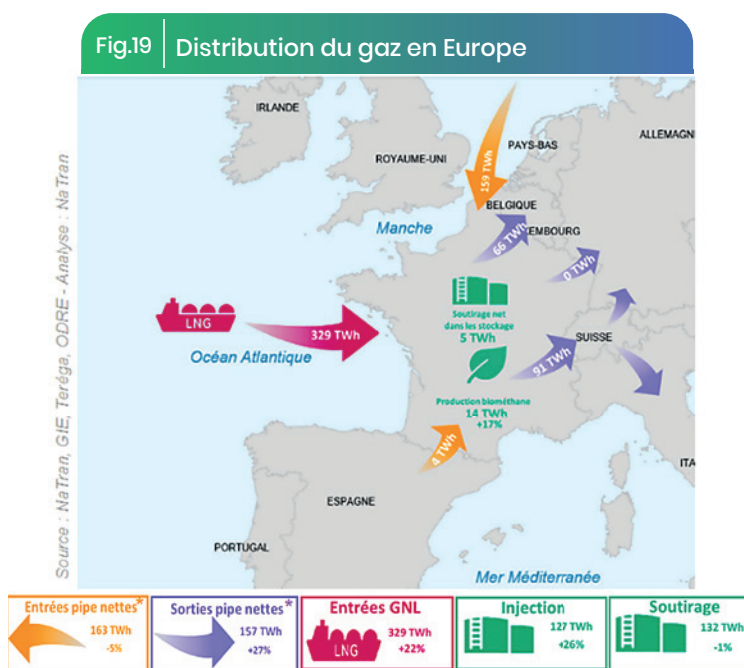
Parallèlement, la consommation de gaz naturel poursuit sa baisse et s'établit désormais à moins de 6 TWh par an (-0,8 TWh par rapport à 2024).

### 3.1 UN MARCHÉ DU GAZ EN PHASE DE DÉTENTE EN 2025, MAIS UNE FORTE HAUSSE CES DERNIÈRES SEMAINES LIÉE AUX TENSIONS AU MOYEN-ORIENT

Depuis 2022, le marché gazier européen, et en particulier français, a été profondément remodelé, notamment sous l'effet de la forte augmentation des importations de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance des États-Unis (visant à compenser l'arrêt des livraisons russes).

Dans ce nouveau contexte, la France s'impose progressivement comme un point d'entrée majeur du gaz en Europe, grâce à ses infrastructures, en particulier ses terminaux méthaniers. Cette évolution intervient alors même que la consommation nationale diminue de manière continue, sous l'effet d'un ralentissement de l'activité industrielle et de la baisse progressive de l'usage du gaz par les ménages raccordés aux réseaux de distribution.

Malgré ce recul, **le prix du gaz en France et au sein de l'UE reste peu compétitif par rapport à d'autres régions du monde, comme les États-Unis**, où la production de gaz de schiste, grâce à la fracturation hydraulique et un réseau gazier largement amorti, permettent de maintenir des prix bien plus bas.



Source : NATRAN





En 2025, dans un contexte d'approvisionnement globalement favorable en France, le prix spot moyen du gaz s'est établi à 35 €/MWh, un niveau légèrement inférieur à celui observé en 2024 (36 €/MWh).

Ces niveaux de prix demeurent toutefois sensibles à certains facteurs conjoncturels. D'une part, les obligations réglementaires de remplissage des stockages ont contribué à un pic de prix en février 2025. D'autre part, les conditions météorologiques peuvent engendrer des tensions ponctuelles, comme lors de l'épisode de froid survenu à la fin du mois de décembre 2025 et au début du mois de janvier 2026.

En ce début d'année 2026, la perspective d'une résolution prochaine du conflit en Ukraine demeure éloignée, ce qui limite les chances d'un retour du gaz russe en Europe. Par ailleurs, **les tensions au Moyen-Orient, notamment autour du détroit d'Ormuz, accentuent les risques pesant sur l'approvisionnement.**

Dans ce contexte, une pression haussière sur les prix du gaz semble inévitable, avec tout ce que cela implique sur de nombreuses chaînes de valeur. Une durée du conflit au-delà de quelques semaines pourrait par ailleurs conduire à des pénuries sur certains produits chimiques.

Fig.20 | Prix de marché «spot» du gaz naturel



Source : NATRAN

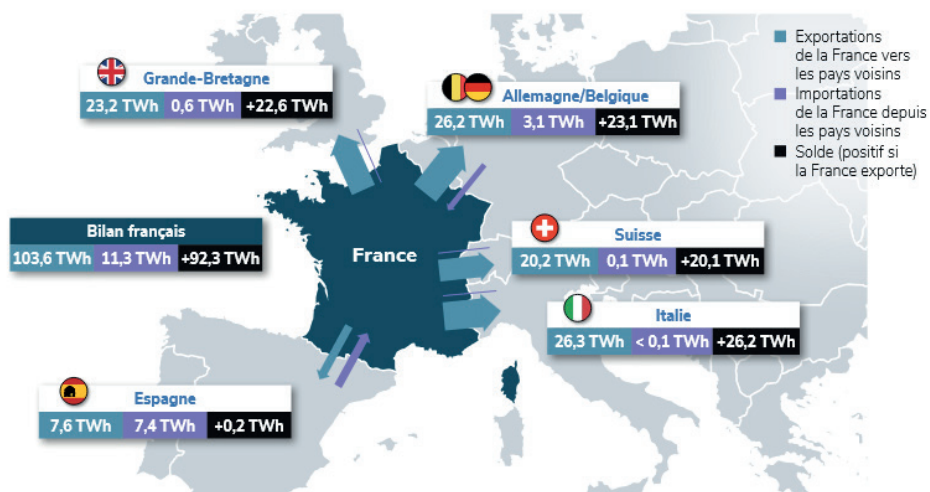
### 3.2 DES ENTREPRISES DÉSDORMAIS PLEINEMENT EXPOSÉES À UN MARCHÉ DE L'ÉLECTRICITÉ TOUJOURS PLUS VOLATIL

En 2025, la consommation d'électricité en France est demeurée stable, s'établissant à environ 451 TWh (+0,4 % par rapport à 2024). Cette apparente stabilité dissimule toutefois une baisse de 1,7 % de la consommation des grands industriels, reflétant un ralentissement de l'activité industrielle dans un contexte de concurrence internationale accrue, notamment vis-à-vis de la Chine.

Parallèlement, la production française d'électricité a poursuivi sa progression pour atteindre 574,5 TWh (+1,5 %). Cette évolution s'explique principalement par le redressement de la production du parc électronucléaire (+11,3 TWh), ainsi que par le développement continu des énergies renouvelables, en particulier le solaire (+8,1 TWh) et l'éolien (+2,8 TWh).

L'écart entre une demande quasi stable et une production en hausse a entraîné un niveau élevé d'exportations vers les pays voisins, atteignant 92 TWh. Dans ce contexte de production abondante, le prix spot moyen est demeuré relativement stable, s'établissant à 61 €/MWh en 2025, contre 58 €/MWh en 2024.

Fig.21 | Échange commerciaux d'électricité en France en 2025



Source : RTE

En 2025, le coût d’approvisionnement des entreprises repose encore largement sur le dispositif ARENH (42 €/MWh), qui couvre environ 65 % des volumes, le solde (environ 35 %) étant acquis aux prix de marché. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2026, la disparition de l’ARENH expose davantage les entreprises à la volatilité des prix de marché, ce qui a comme conséquence un risque accru de perte de compétitivité pour l’industrie.

Par ailleurs, l’analyse du fonctionnement du système électrique met en évidence qu’en raison du développement des moyens de productions non pilotables (solaire, éolien), le marché spot devient plus volatil. Les prix atteignent des niveaux élevés aux heures de pointe, le matin (entre 6h et 10h) et le soir (entre 19h et 23h), tandis qu’ils diminuent en milieu de journée, sous l’effet d’une production solaire abondante et d’une demande insuffisante.

Fig.22 | Prix moyen des prix spot d’électricité en 2025



**Avec la fin de l’ARENH le 31 décembre 2025, les entreprises sont à la fois davantage exposées aux aléas du marché de l’électricité** (et notamment aux variations liées au renchérissement du gaz), et sur le marché spot, plus soumises à la volatilité des cours consécutive au développement des énergies renouvelables.

### 3.3 UN MARCHÉ DES QUOTAS PARTICULIÈREMENT SENSIBLE AUX DYNAMIQUES SPÉCULATIVES

L’évolution du prix du carbone en 2025 s’est articulée autour de trois phases distinctes sur le marché européen des quotas.

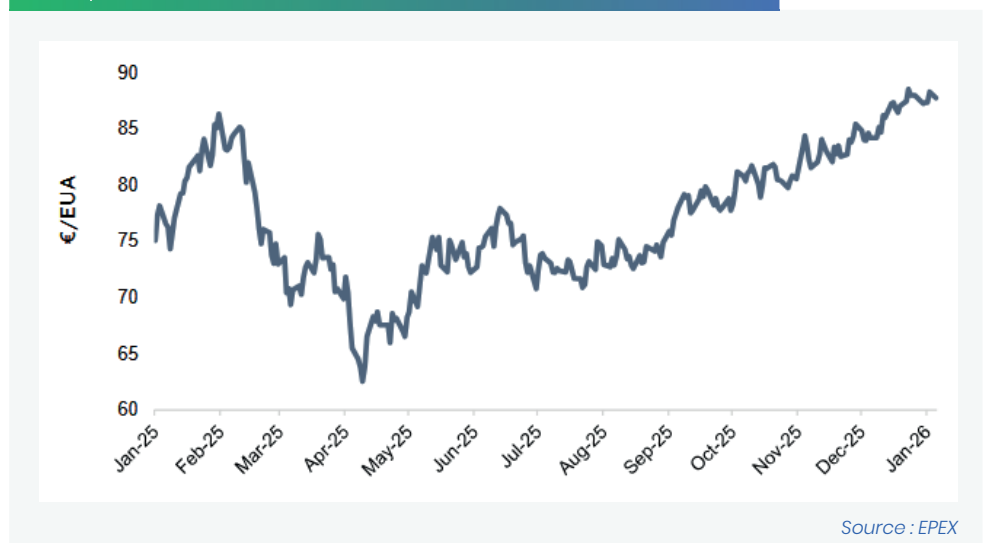
En début d’année, les prix ont progressé rapidement, passant d’environ 75 €/t CO<sub>2</sub> en janvier à près de 85 €/t CO<sub>2</sub> en février. Cette hausse s’explique par un contexte énergétique tendu – marqué par des conditions météorologiques froides, une faible production éolienne et des prix du gaz relativement élevés – qui a temporairement favorisé le recours au charbon et au lignite, plus émetteurs, et augmentant ainsi la demande de quotas.

À partir de mars, le marché a ensuite enregistré une forte correction, atteignant un point bas entre fin avril et début mai, autour de 63 €/t CO<sub>2</sub>. Cette baisse reflète la détente des prix du gaz ainsi que la reprise des productions renouvelables, réduisant le recours aux moyens de production les plus carbonés.

Le second semestre se distingue par une remontée progressive et continue des prix, qui atteignent environ 88–89 €/t CO<sub>2</sub> en fin d’année. Cette hausse traduit principalement une dynamique d’anticipation, les acteurs intégrant la perspective d’un resserrement de l’offre de quotas.

Au total, **l’année 2025 met en lumière une forte volatilité du prix du quota**, alimentée à la fois par des dynamiques spéculatives chez certains acteurs et par l’évolution du cadre réglementaire. Cette dernière, liée à la mise en œuvre du paquet « Fit for 55 », devrait en effet accélérer la réduction de l’offre de quotas à partir de 2026.

Fig.23 | Prix spot des quotas de carbone en Europe en €/t CO<sub>2</sub>





# 4

## Les tensions sur les matières premières continuent à peser sur les coûts de revient

Les principales matières premières utilisées par l'industrie papetière sont les fibres de cellulose. Celles-ci sont acheminées vers les usines, sous différentes formes : bois, « vieux-papiers » (papiers et cartons à recycler) ou pâte marchande. Cette dernière constitue un intrant pour les papeteries dites « non intégrées », mais un produit de sortie pour les usines de pâte.

Les conditions d'approvisionnement en matières premières fibreuses sont examinées ci-après, après une présentation succincte des autres intrants, notamment les produits chimiques et les produits amylicés.

S'agissant des matières premières non fibreuses, les fortes hausses des prix de l'énergie observées en 2022 ont durablement impacté leurs coûts de production. En 2025, les prix des produits chimiques se sont maintenus à un niveau élevé par rapport à la moyenne de la période 2018-2021 (+26 %). Toutefois, la stabilisation du coût de l'énergie en 2025 a permis une quasi-stabilité de ces prix (-0,2 % par rapport à 2024).

Sous l'effet d'une demande atone, les prix des produits amylicés ont poursuivi leur baisse en 2025 (-10 % en moyenne par rapport à 2024), tout en demeurant sensiblement supérieurs à leur niveau moyen observé sur la période 2018-2021 (+15 %).

### 4.1 DANS UN CONTEXTE DE PRIX HAUSSIERS DES MATIÈRES PREMIÈRES LIGNEUSES, LES APPROVISIONNEMENTS EN BOIS DES USINES ONT ÉTÉ ENTRAVÉS PAR LA COMBINAISON DE DIFFÉRENTS FACTEURS

En 2025, le tonnage de bois livré aux usines de pâte s'est élevé à 5,8 millions de tonnes, soit une baisse d'environ 5 % par rapport aux volumes réceptionnés en 2024. Cette diminution fait suite à une hausse marquée de 12 % enregistrée en 2024, année de « rebond » après une contraction de la production de pâte en 2023.

En 2025, les réceptions de bois se sont composées de 4,4 millions de tonnes de rondins et de 1,4 million de tonnes de Produits Connexes de Scieries (PCS). La part des PCS s'est stabilisée à 25 %, après plusieurs années de diminution liée au développement de la concurrence des usages énergétiques du bois (production de granulés, approvisionnement des réseaux de chaleur, etc.).

La baisse des volumes réceptionnés s'explique à la fois par des arrêts techniques et par des

ralentissements de production, eux-mêmes liés à la diminution des ventes.

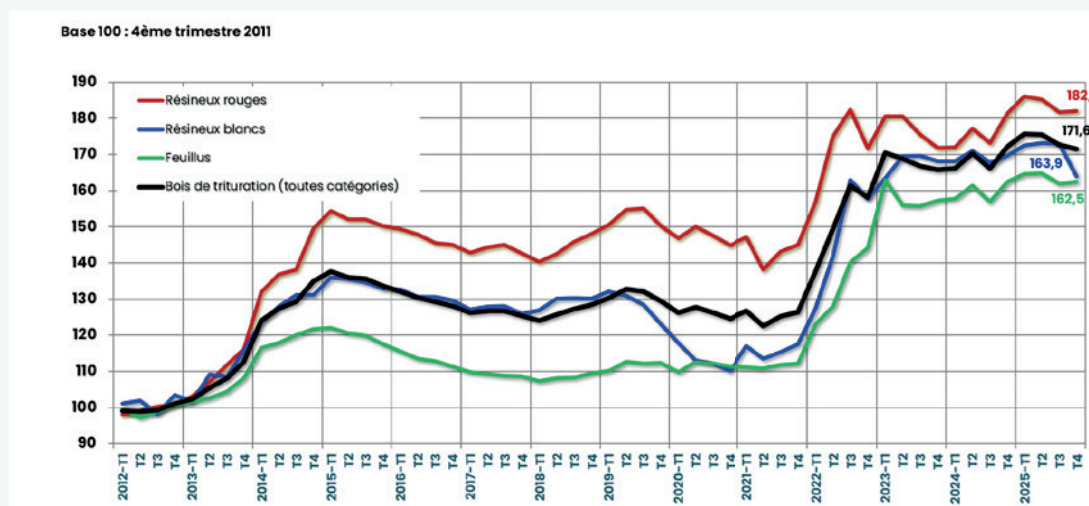
Ce ralentissement de l'activité, également constaté dans les autres segments de la filière bois (scierie, panneaux, etc.), s'est accompagné d'une hausse des prix des matières premières. Ainsi, malgré un contexte peu dynamique pour la plupart des industries utilisatrices de bois, les prix des rondins et des produits connexes ont progressé, par rapport à 2024, de plus de 3 % (voir figures 24 et 25).

La forte augmentation enregistrée en 2022 a, de ce fait, installé ces dernières années un **contexte économique caractérisé par une hausse élevée du coût des matières premières ligneuses** (qui s'ajoute à la hausse des autres composantes du prix de revient). **Ces niveaux conduisent à une telle réduction des marges qu'ils soulèvent, pour plusieurs usines, la question de leur viabilité économique.**





Fig.24 | Évolution des prix des bois ronds



Source : CEEB - Ces indices ont été élaborés à partir des prix de vente à la clientèle. Les prix s'entendent hors TVA, par camion départ. Prix et indices nationaux - 4<sup>e</sup> trimestre 2025 - Parution le 18 février 2026.

Fig.25 | Évolution des prix des plaquettes de scieries



Source : CEEB - Ces indices ont été élaborés à partir des prix de vente à la clientèle. Les prix s'entendent hors TVA, par camion départ. Prix et indices nationaux - 4<sup>e</sup> trimestre 2025 - Parution le 18 février 2026.

Ces hausses de prix reflètent une situation paradoxale : alors même que la consommation de bois par la filière diminue, **de fortes tensions persistent sur les approvisionnements.**

Cette tension sur le bois d'industrie, fondamentalement due à une insuffisance de l'offre, est exacerbée par plusieurs facteurs, parmi lesquels figurent le développement du « bois énergie » et une pression sociétale croissante à l'encontre de

l'exploitation et de la valorisation économique de la forêt, pourtant essentielles à sa durabilité.

**L'essor continu du « bois énergie »** (réseaux de chaleur urbains, production de granulés etc.) s'inscrit souvent dans un cadre d'attribution d'aides publiques qui ne prend pas suffisamment en compte les conflits d'usages qu'il engendre. Il en résulte, dans certains territoires, un non-respect du principe inscrit dans la loi d'utilisation en cascade du bois,

principe selon lequel la valorisation du bois en tant que matière première doit primer sur son utilisation comme combustible (une tonne de bois utilisée pour produire un bien manufacturé produit en effet plus de richesse et offre un contenu en emploi plus élevé).

Par ailleurs, on observe depuis plusieurs années un **mouvement de contestation de la valorisation économique des forêts** (promotion d'une sylviculture « extensive »,

illustrée par une remise en cause des coupes rases...). Ce mouvement, minoritaire mais bien organisé, conduit les pouvoirs publics à interpréter certains textes juridiques concernant le droit de l'environnement dans un sens restreignant les volumes récoltés. Dans ce contexte, certains agents économiques de l'amont de la filière (sylviculteurs, gestionnaires forestiers, exploitants forestiers ou entrepreneurs de travaux forestier) adoptent une approche très « précautionneuse », afin d'éviter tout risque d'infraction.

En 2026, en plus de la persistance de ces obstacles, les entreprises de pâte à papier devront faire face aux tensions engendrées par les restrictions de récolte de bois induites par la gestion, depuis novembre 2025, de foyers de nématodes découverts dans le sud du massif des Landes de Gascogne.

Ces difficultés sont aggravées par la hausse des coûts du transport et de l'exploitation forestière (liée à l'augmentation des prix du gazole), ainsi que par les incertitudes persistantes entourant la mise en œuvre du Règlement européen sur la déforestation (RDUE) par les entreprises de la filière. Et ce alors même que le climat économique général se dégrade et impacte négativement les marchés.

## 4.2 LA DÉGRADATION DES MARGES DE PRODUCTEURS DE PÂTE CONSTITUE UN RISQUE FORT SUR LA PÉRENNITÉ DE CETTE ACTIVITÉ EN FRANCE

La pâte à papier, une fois produite, peut être soit transformée en papier ou en carton sur son site de production (pâte intégrée), soit commercialisée, transportée puis transformée par d'autres entreprises (pâte marchande). Ce marché se compose de plusieurs segments (pâte d'eucalyptus, pâte de résineux, etc...), en raison des propriétés variables des fibres selon les essences de bois utilisées pour produire la pâte de cellulose.

**Le marché de la pâte marchande, plus encore que celui des papiers et cartons, nécessite une analyse à l'échelle mondiale.** En effet, il s'agit d'un produit de commodité qui fait l'objet d'échanges commerciaux conséquents entre les différentes régions du globe.

En 2025, le recul de la production de papiers et cartons en Europe et en Amérique du Nord s'est traduit par une diminution de la consommation de pâte dans ces deux régions.

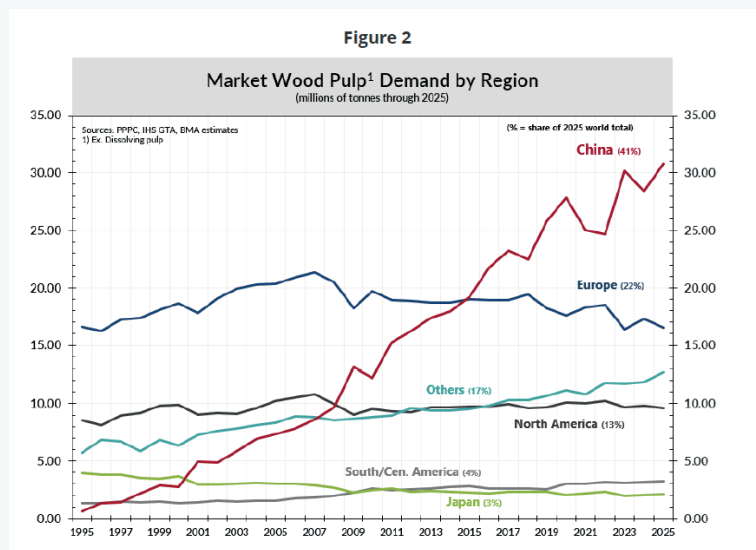
À l'inverse, la demande de pâte en Chine a poursuivi sa progression. À l'échelle mondiale, la hausse de la demande en Chine, soutenue notamment par le développement de certains segments utilisateurs de fibres vierges (papiers d'hygiène, carton plat et papiers spéciaux), a compensé le recul observé en Europe et en Amérique du Nord. Au total, la consommation mondiale de pâte marchande a ainsi augmenté de plus de 3 % en 2025.

Même si la Chine demeure le premier consommateur mondial de pâte, et représente environ 41 % de la demande globale, le développement des capacités de pâte intégrée est susceptible de modifier progressivement l'équilibre du marché mondial. Si ces capacités continuent de croître, le rôle de « locomotive » de la Chine pourrait ainsi s'atténuer dans les années à venir.

En moyenne annuelle, les prix bruts de la pâte de résineux (NBSK) sont restés quasi stables (+0,4 % par rapport à 2024), tandis que ceux de la pâte d'eucalyptus ont enregistré un recul proche de 11 %.

L'année a néanmoins été marquée par une évolution contrastée : après une phase de hausse en début d'année, les cours (en particulier ceux de la pâte d'eucalyptus) ont reflué au printemps puis durant l'été,

Fig.26 | Consommation de pâte marchande par grandes régions du monde (en kt)



Source : Brian McClay

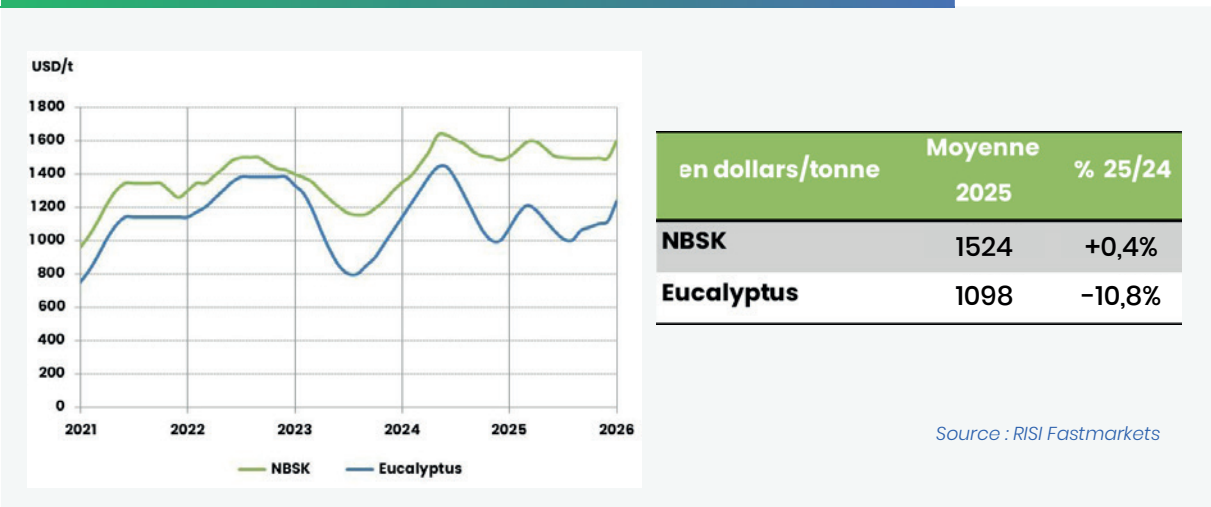
sous l'effet d'une demande médiocre en Europe et d'un fléchissement des prix en Chine. A l'inverse, la pâte de résineux a globalement mieux résisté, soutenue par des arrêts de production et par des hausses de coûts plus prononcées. L'écart de prix entre les fibres résineuses et feuillues, déjà élevé à la fin de l'année 2024, s'est maintenu tout au long de

2025, atteignant un pic d'environ 500 USD en août 2025.

Ces niveaux de prix, une fois déduits les rabais, et après prise en compte de la hausse des coûts des intrants, conduisent à une telle réduction des marges que se pose, pour plusieurs usines, la question de leur viabilité économique.

Dans ce contexte, la production française de pâte de cellulose (marchande et intégrée) a diminué de 6 % en 2025, pour s'établir à 1,3 million de tonnes. Ce recul s'explique à la fois par des incidents techniques et par des ajustements de production liés aux conditions de marché.

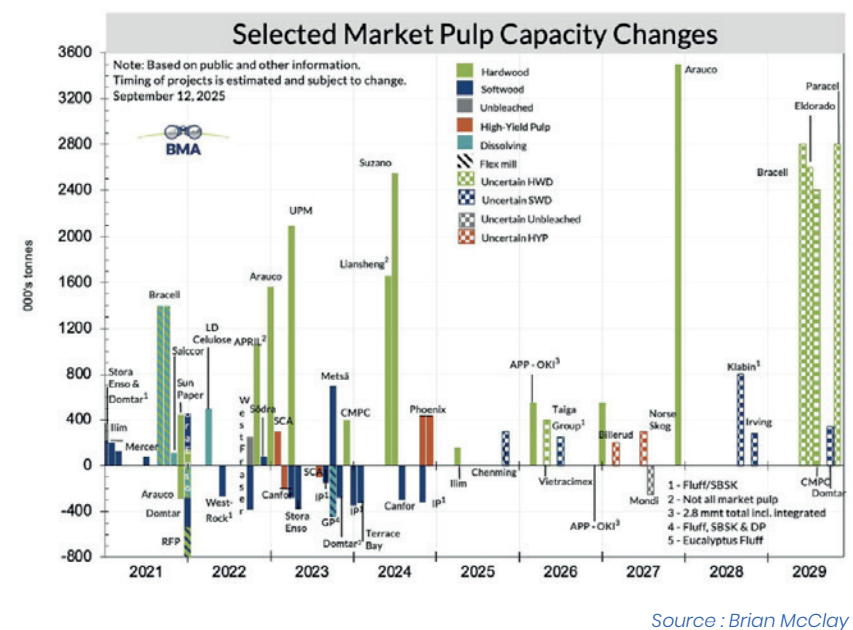
Fig.27 Évolution du prix brut (avant ristourne) de la pâte NBSK et de la pâte d'eucalyptus (en USD/tonne) en Europe



Au début de l'année 2026, le marché mondial de la pâte a évolué dans un contexte de croissance modérée dans les principales économies. La demande est restée contrastée : elle a progressé en Chine, soutenue par des phases de restockage et une hausse des prix au premier semestre, tandis qu'elle demeurerait plus faible en Europe et en Amérique du Nord.

En 2026, les capacités de pâte intégrée mises en service en Chine ces dernières années continueront de modifier l'équilibre du marché mondial et contribueront à diminuer la croissance de la demande de pâte marchande. Dans ce contexte, et en l'absence de nouveaux projets majeurs avant la fin de 2026 (à l'exception notable de l'extension du site d'OKI, en Indonésie), l'évolution du marché demeurerait étroitement liée aux ajustements de production et aux conditions macroéconomiques internationales.

Fig.28 Principaux changements de capacités de pâtes marchandes





### 4.3 LE MARCHÉ DES PAPIERS ET CARTONS À RECYCLER (PCR)

La consommation française de Papiers et Cartons à Recycler (PCR) a enregistré une très légère progression en 2025 (+0,3 % par rapport à 2024, soit 5 027 kt), en cohérence avec l'évolution de la production de papiers et cartons.

En 2025, les prix des PCR ont été marqués par une forte volatilité. Au printemps, les cours des cartons ondulés récupérés (1.05) ont enregistré une hausse sensible entre mars et mai, sous l'effet d'achats soutenus des papetiers (notamment en Allemagne) visant à sécuriser leurs approvisionnements et à reconstituer les stocks dans un contexte de tensions temporaires sur les volumes.



Ce mouvement haussier s'est toutefois rapidement essoufflé. Dès la fin du printemps, le ralentissement de la demande en papiers pour ondulé, les arrêts programmés de production dans plusieurs usines, ainsi qu'un niveau de stocks jugé suffisant, ont conduit à un net repli des achats. Le marché est resté calme durant l'été, avec une bonne disponibilité de la matière et des offres compétitives en provenance des pays voisins.

Sur l'ensemble de l'année 2025, les prix se sont inscrits en baisse par rapport à 2024. Le cours des cartons ondulés récupérés (1.05) a ainsi reculé de 4 % en moyenne annuelle. Les sortes à désencrer (1.11), principalement utilisées dans le secteur des papiers graphiques, ont enregistré une diminution plus marquée (-11,7 %), reflétant la faiblesse structurelle de ce segment. En revanche, les sortes supérieures, correspondant aux papiers de bureau triés (2.05) sont demeurées stables (+0,2 %).

Dans ce contexte, la « facture PCR » s'élève à environ 530 millions d'euros pour l'industrie papetière française en 2025. Bien qu'en baisse d'environ 7 % par rapport à 2024 sous l'effet du recul des cours, ce montant demeure significatif et illustre l'importance de la contribution de l'industrie papetière au financement et au fonctionnement de l'économie circulaire.

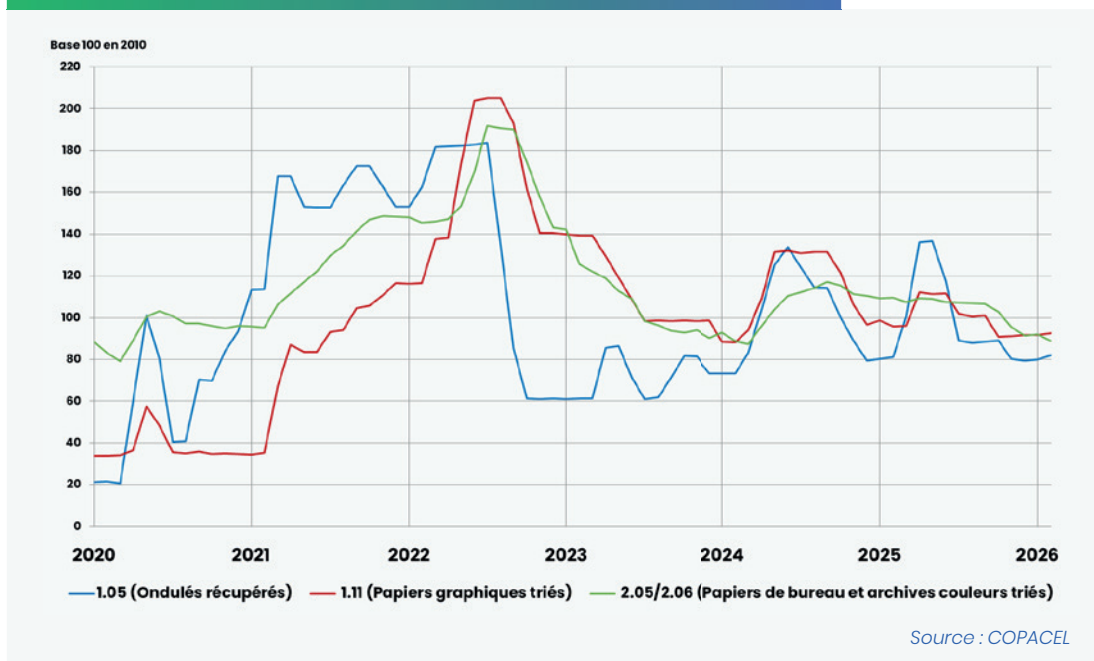
S'agissant des perspectives pour 2026, plusieurs facteurs clés doivent être pris en compte pour le marché des PCR. À court terme, l'activité économique européenne reste un déterminant majeur : une baisse de la consommation des ménages et de l'activité industrielle pourrait ainsi diminuer le gisement de PCR.

L'instabilité géopolitique, les tensions commerciales ainsi que les fluctuations de la demande chinoise, constituent autant de facteurs susceptibles d'influencer l'équilibre du marché des PCR.

Par ailleurs, plusieurs projets de nouvelles capacités industrielles fondées sur l'utilisation des fibres recyclées ont été annoncés en Europe, notamment en Italie et au Royaume-Uni. Ces nouvelles unités, qui s'ajoutent à celles entrées en fonctionnement en 2024 et 2025, pourraient accentuer les tensions sur l'approvisionnement en PCR à moyen terme.

Enfin, si certains pays, comme la France ou le Royaume-Uni, ont été structurellement excédentaires ces dernières années en matière de collecte, **les besoins croissants liés aux nouvelles installations pourraient, à terme, modifier cet équilibre pour certaines qualités, dans un contexte où la demande en PCR progresse également dans plusieurs autres pays européens.**

Fig.29 | Évolution des prix des Papiers et Cartons à Recycler (indices)



# 5

## Comment inverser le mouvement de désindustrialisation ?

### 5.1 LE RISQUE DE DÉFAILLANCE D'ENTREPRISES PAPETIÈRES A AUGMENTÉ CES DERNIERS TEMPS ET CETTE TENDANCE RISQUE DE SE POURSUIVRE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, 7 papeteries françaises, sur un total de 81, ont définitivement cessé leur activité. Ces fermetures de sites industriels entraînent des pertes d'emplois qualifiés, paupérisent la Nation et fragilisent les territoires. La disparition de ces outils entame de surcroît la souveraineté du pays, en le rendant dépendant d'importations de produits indispensables à la vie de nos concitoyens et au fonctionnement de l'économie.

Par ailleurs, deux entreprises produisant des papiers et/ou cartons destinés à l'emballage sont en redressement judiciaire à la date où sont écrites ces lignes (avril 2026),



tandis qu'un groupe exploitant deux usines de grande capacité, représentant plus de 30 % de la capacité française de pâte de cellulose, est engagé dans une procédure de conciliation.

Enfin, au-delà de ces différents cas, plusieurs autres entreprises présentent des fragilités susceptibles de compromettre leur pérennité.

### 5.2 LES CAUSES DE CETTE FRAGILISATION SONT MULTIPLES ET BIEN IDENTIFIÉES

Les causes de ces fragilités sont multiples et varient selon les entreprises. Il est cependant possible d'expliquer la fermeture des sites papetiers par trois types d'explications : la baisse de la consommation (pour certaines sortes), le déséquilibre entre l'offre et la demande et la dégradation de la compétitivité des papeteries.

**La baisse de la consommation : une tendance réelle, mais limitée à quelques produits.**

La baisse de la consommation a conduit des entreprises papetières à ne plus produire un bien qui est de moins en moins consommé, et donc à convertir ou fermer des usines. Ce mécanisme, lié au changement des modes de consommation, constitue un trait normal des économies



modernes (remplacement de l'appareil photographique argentique par le numérique, de l'ampoule à incandescence par la LED...). Il s'observe dans le cas de l'industrie papetière, notamment dans le secteur des papiers graphiques, où la fabrication de papiers pour journaux et magazines, par exemple, s'est très fortement contractée depuis vingt ans en raison du développement des technologies numériques.



**Cette cause de fermetures d'usines, même si elle vient à l'esprit spontanément de certains (« le papier est un produit du passé »), est en réalité marginale en France.**

La consommation des différentes familles de produits (liées à l'emballage, à l'hygiène, aux spécialités...) est tendanciellement en croissance, en France et en Europe, en raison des évolutions des modes de vie (substitution du plastique, poursuite du développement du commerce en ligne, attention accrue aux sujets liés à l'hygiène...). Le caractère renouvelable de la matière première (le bois) et le taux de recyclage élevé des papiers et cartons (87 %) les inscrivent par ailleurs à l'intersection de la bioéconomie et de l'économie circulaire, ce qui constitue un avantage au regard de l'évolution du droit européen et national.

**Sur des marchés en croissance, des déséquilibres entre l'offre et la demande, occasionnés par exemple par une offre chinoise ultra-compétitive, peuvent conduire à dégrader la rentabilité.**

Sur certains segments de marché (PPO...), une demande en progression peut coexister avec des taux d'utilisation insuffisants des machines, dès lors que l'appareil productif croît plus vite que le marché. Cette situation de déséquilibre entre l'offre et la demande s'accompagne d'une

pression à la baisse sur les prix de vente, et d'une dégradation de la rentabilité.

**Ce déséquilibre est accentué lorsqu'une offre à très bas prix évince les producteurs nationaux.**

Cela s'observe depuis plusieurs mois de manière croissante, notamment dans le domaine des papiers de spécialité. Des volumes croissants de bobines de papiers, ou de produits transformés, provenant de pays à bas coûts (Chine notamment) sont en effet commercialisés à des prix inférieurs aux prix de revient d'industriels français, ce qui conduit, pour ces derniers, à des pertes de parts de marché. Cette situation trouve sa source à la fois dans l'existence de surcapacités de production en Chine (la vente à l'étranger « à prix cassés » permet d'éviter une trop forte dégradation du taux d'utilisation des machines) et de coûts de revient extrêmement bas, alimentant des suspicions de dumping.

**Le désordre consécutif à la mise en place de droits de douane par les États-Unis en 2025 a, pour certains produits papetiers, aggravé ce déséquilibre entre l'offre et la demande.** Aux restrictions d'accès au marché américain pour les papetiers français s'est en effet ajoutée l'augmentation de la pression commerciale en France, de pays (Brésil...) confrontés aux mêmes difficultés.

**La dégradation de la compétitivité des sites papetiers français est un mouvement mortifère pour l'industrie.**

La dégradation de la compétitivité des sites papetiers français est multifactorielle. Elle est due à une hausse des coûts de production, une augmentation des coûts des matières premières et une complexité administrative souvent croissante et kafkaïenne.

La question des **coûts de production** est abondamment documentée. Il est notoire que le déficit de compétitivité de la France tient pour partie à une fiscalité de production de plusieurs points supérieure à celle de nos compétiteurs (CVAE, versement mobilité, hausse de la redevance sur les prélèvements d'eau...). À cela s'ajoute la perte d'un avantage qu'avait la France en matière de fourniture d'énergie (la fin de l'ARENH, le 31 décembre 2025, expose les entreprises à la volatilité des prix, alors même que les coûts de production du parc nucléaire sont quasiment stables). Cette disparition de l'ARENH marque la fin d'un des rares avantages qu'avaient en France les industries électro-intensives.

Cette dégradation de la compétitivité est également occasionnée par **des coûts en forte hausse du bois depuis 4 ans** (en particulier en raison d'une gestion « extensive » de la forêt française). Le prix élevé du bois « rendu usine » pose avec gravité la question de la pérennité de la production de pâte de cellulose en France (en comparaison des coûts rencontrés chez des concurrents comme le Brésil ou l'Uruguay). La dégradation de la qualité des Papiers et Cartons à Recycler pèse également sur les achats, car des produits indésirables sont mélangés aux vieux papiers (et achetés au prix des fibres de cellulose) et induisent par ailleurs des coûts de traitement (coût de la TGAP...).

**Une complexité administrative croissante et kafkaïenne.**

**En dépit des antiennes sur la « simplification administrative », la réalité est tout autre.** Elle est alimentée à la fois par du droit communautaire (les multiples volets du « Pacte Vert européen ... ) et par





une créativité sans borne du droit national et de son interprétation. Par exemple, à l'échelle européenne, la modification, à trois reprises, depuis sa publication en juin 2023, du Règlement Déforestation de l'UE (RDUE), a obligé chaque entreprise papetière concernée par ce règlement à consacrer plusieurs centaines d'heures en pure perte à tenter de s'adapter à un texte incohérent, mal rédigé et mouvant. À l'échelle française, à rebours de la pratique des autres pays, une interprétation tatillonne des textes conduit l'administration à ne pas reconnaître la validité des instruments de mesure de l'humidité des bobines, et à demander des mesures spécifiques.



### 5.3 LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT DÉMARRÉE LE 28 FÉVRIER AFFECTERA L'ÉCONOMIE ET FRAGILISERA L'INDUSTRIE PAPETIÈRE

Le déclenchement du conflit au Moyen-Orient aura un impact sur l'industrie papetière à plusieurs titres. En premier lieu, la hausse du prix des hydrocarbures a comme conséquence directe de renchérir le prix des achats de gaz. Cette hausse pèse sur les entreprises de manière variable selon leur mix énergétique et leur stratégie d'achat. Les entreprises ayant investi dans des moyens de production utilisant de la biomasse sont moins exposées que celles ne disposant pas de ces équipements.

Par ailleurs, pour un mix énergétique donné, les entreprises ayant une partie de leur fourniture de gaz sous forme de contrat de long terme sont moins exposées que celles dont les approvisionnements reposent pour une part importante (parfois plus de 75 %) sur le marché « spot ». La hausse des prix des carburants pèse également sur les coûts de revient, que ce soit via le renchérissement de l'exploitation forestière (pour les usines de pâte), ou encore au travers de celui du transport routier et maritime.

En second lieu, les papeteries subissent le renchérissement des coûts des produits chimiques et, plus généralement, des adjuvants (pigments...). À l'heure où sont écrites ces lignes, nous n'avons pas connaissance de ruptures d'approvisionnements, sans avoir la garantie, en fonction de la durée du conflit, que ceux-ci n'advieront pas.

Enfin, le redémarrage d'une phase d'inflation entraînera différents effets macroéconomiques. Outre la hausse des taux d'intérêt (et donc une plus grande difficulté à financer des investissements), il faut s'attendre à une baisse de la consommation des ménages, et donc à une diminution de l'activité des papeteries, du fait de l'impact négatif de cette baisse sur des segments importants de l'industrie papetière (emballage, hygiène, papier de communication...).

### 5.4 LA FRANCE A TOUS LES ATOUTS POUR FAIRE GAGNER SON INDUSTRIE PAPETIÈRE, MAIS CELA IMPLIQUE DE PASSER DU DISCOURS AUX ACTES EN MATIÈRE DE POLITIQUES PUBLIQUES

Une partie des handicaps affectant l'industrie papetière (surcapacités sur certains segments) relèvent de mécanismes qui lui sont propres. Toutefois, en miroir des obstacles mentionnés ci-dessus, **différentes politiques publiques pourraient permettre à l'industrie papetière de regagner en compétitivité.**

#### Mesures communes à l'industrie dans son ensemble.

Parmi ces mesures, citons la nécessité de

- Faciliter la mise en place d'instruments de défense commerciale vis-à-vis des produits ayant des origines hors de l'UE (Chine notamment).
- Baisser la fiscalité de production (CVAE, lissage de la hausse de la redevance « eau », baisse du forfait mobilité...).
- Mettre en place un dispositif régulé permettant aux consommateurs industriels d'électricité de contractualiser à un prix fixe et compétitif.
- Geler les « benchmarks CO<sub>2</sub> », au lieu de la baisse de plus de 30 % qui se mettra en place à partir de 2026, et qui renchérit le coût du gaz.

#### Mesures spécifiques à l'industrie papetière

- Mettre en place une politique forestière favorable à la valorisation économique de la forêt, et limitant les distorsions de concurrence entre le bois « énergie » et le bois « matière première ».
- Simplifier la réglementation européenne (RDUE...) et sa mise en œuvre en droit français (REP sur les emballages professionnels).
- Adapter la fiscalité environnementale aux véritables enjeux et à la capacité contributive des entreprises (TGAP, PFAS).



# EN RÉSUMÉ

**En 2025, dans un contexte de fragilisation croissante de nombreux sites, l'activité papetière est restée stable en volume (-0,1 %), mais en recul en valeur (-3 %).**

- En 2025, la production française de papiers et cartons est restée stable (- 0,1 %), à 6,5 millions de tonnes. Cette stabilité s'explique par un contexte de faible croissance économique, qui a pour conséquence une demande atone en France et en Europe de produits papetiers.
- Malgré la stabilité des volumes, le chiffre d'affaires du secteur s'est replié de 3 %, en raison du recul moyen des prix de vente. Cette baisse des prix de vente, combinée à une hausse des facteurs de production, a dégradé la rentabilité de nombreuses entreprises.
- Depuis janvier 2024, ce sont ainsi 7 sites industriels papetiers qui ont définitivement fermé, sur un total de 81. Par ailleurs, à date (avril 2026), 3 entreprises sont en redressement judiciaire, et un groupe exploitant deux usines de pâte à papier de grande capacité est en procédure de conciliation.
- Ces fermetures entraînent des conséquences lourdes en matière d'emplois, de création de valeur et de souveraineté.

**Une industrie stratégique dont l'attrition n'est pas inéluctable**

- Si certaines fermetures ont été inévitables, notamment dans le domaine des papiers graphiques (journaux, magazines), les produits papetiers conservent une place essentielle dans l'économie du XXI<sup>e</sup> siècle.
- Le caractère renouvelable de la matière première, le bois, et le taux de recyclage élevé des papiers et cartons (87 %) les inscrivent à l'intersection de la bioéconomie et de l'économie circulaire. Grâce à un important effort de R&D de l'industrie, les papiers et cartons acquièrent des fonctionnalités nouvelles, qui leur permettent de se substituer de manière croissante aux emballages en plastique.
- Ainsi, les fermetures de sites papetiers en France s'expliquent moins par une baisse de la demande

que par les difficultés des entreprises françaises à résister à une concurrence internationale de plus en plus intense.

**Des causes structurelles clairement identifiées**

- Plusieurs causes expliquent cette dynamique de désindustrialisation. Une première famille d'explications est une pression concurrentielle accrue, liée à des surcapacités sur certains segments du marché. Cette situation se traduit par l'importation de produits, notamment en provenance de Chine, à des prix parfois inférieurs aux coûts de production observés en France.
- Cette pression est amplifiée, pour certaines catégories de papiers, par les barrières tarifaires américaines, qui redirigent vers le marché européen des volumes initialement destinés aux États-Unis.
- Enfin, la France fait face à des difficultés structurelles pour améliorer la compétitivité de son appareil productif (poids de la fiscalité de production, énergie, complexité administrative), ce qui se traduit par des coûts de production supérieurs à ceux de pays concurrents.

**Les solutions pour inverser cette tendance sont bien connues. Elles consistent à :**

- Renforcer les dispositifs de protection du marché européen ;
- Réduire la fiscalité de production ;
- Valoriser l'avantage compétitif du parc électronucléaire français (dispositif « post-ARENH ») ;
- Développer une politique forestière davantage orientée vers sa fonction économique ;
- Simplifier le cadre réglementaire des entreprises (REP, PPWR, RDUE) ;
- Adapter les exigences environnementales aux capacités d'investissement des entreprises (redevance eau, quotas de CO<sub>2</sub>).





# Contact presse


**Ariane GUILLEMIN – Responsable Communication**

Tel. : 06 72 65 04 85

E-mail : [ariane.guillemine@copacel.fr](mailto:ariane.guillemine@copacel.fr)





 23, rue d'Aumale, 75009 Paris, FRANCE

 01 53 89 24 00

 [contacts@copacel.fr](mailto:contacts@copacel.fr)

 [www.copacel.fr](http://www.copacel.fr)

 Copacel